

# RAPPORT 2020 SUR LES DROITS DE L'HOMME – MAROC

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Maroc est une monarchie constitutionnelle avec un système législatif parlementaire national où le pouvoir ultime appartient au roi Mohammed VI, qui préside le Conseil des ministres. Le roi partage l'autorité exécutive avec le chef du gouvernement (le Premier ministre) Saâdeddine El Othmani. Selon la Constitution, le roi nomme le chef du gouvernement au sein du parti ayant remporté la majorité des sièges au parlement, et il approuve les membres du gouvernement nommés par le chef du gouvernement. Selon les observateurs nationaux et internationaux, les élections parlementaires de 2016 ont été crédibles et relativement exemptes d'irrégularités.

L'appareil de sécurité se compose de plusieurs organisations policières et paramilitaires dont les compétences se recoupent. La police nationale, chargée d'assurer le maintien de l'ordre dans les villes, relève du ministère de l'Intérieur. Relevant également du ministère de l'Intérieur, les Forces auxiliaires appuient le travail des gendarmes et de la police. Sous la direction de l'Administration de la Défense nationale, la gendarmerie royale est chargée de l'application de la loi dans les régions rurales et sur les routes nationales. Les services de police judiciaire (d'enquête) de la gendarmerie royale et de la police nationale relèvent du procureur du roi et ils sont habilités à procéder à des arrestations. Les autorités civiles ont exercé un contrôle efficace sur les forces de sécurité. Les membres des forces de sécurité ont commis certains abus.

Le Royaume du Maroc revendique le territoire du Sahara occidental et administre le territoire qu'il contrôle. Le Front populaire pour la libération de Saguia el Hamra et Rio de Oro (POLISARIO), organisation qui lutte pour l'indépendance du territoire, conteste au Maroc la souveraineté sur le territoire. Les forces marocaines et du POLISARIO se sont affrontées de manière intermittente de 1975, date à laquelle le gouvernement espagnol a renoncé à son autorité coloniale sur le territoire, à 1991, date du cessez-le-feu et du déploiement d'une mission de maintien de la paix des Nations Unies. Après la démission de Horst Köhler, l'envoyé personnel du Secrétaire général, en mai 2019, le Conseil de sécurité de l'ONU a recommencé à renouveler la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental chaque année pour une période d'un an. En décembre, le Secrétaire général de l'ONU n'avait pas encore désigné de nouvel envoyé personnel, et le mandat de la mission a été renouvelé pour un an.

Les problèmes importants en matière de droits de l'homme étaient, entre autres, les suivants : torture par certains membres des forces de sécurité, bien que le gouvernement ait condamné cette pratique et fait des efforts pour enquêter sur tout signalement en la matière, allégations relatives à l'existence de prisonniers politiques, restrictions graves de la liberté d'expression, dont la criminalisation de la diffamation et de certains contenus critiquant l'islam, la monarchie et la position du gouvernement concernant l'intégrité territoriale, ingérence considérable dans les libertés de réunion et d'association, corruption, et criminalisation de la conduite lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre ou intersexe (LGBTI).

Il a été signalé peu d'exemples d'enquêtes ou de poursuites judiciaires sur les cas d'atteintes aux droits de l'homme par des responsables officiels, qu'ils appartiennent aux services de sécurité ou à un autre organe relevant du gouvernement, ce qui a contribué à l'impunité.

### **Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :**

#### **a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions extrajudiciaires ou à motivations politiques**

Aucune exécution arbitraire ou extrajudiciaire imputée aux pouvoirs publics ou à leurs agents n'a été signalée.

#### **b. Disparitions**

Aucun cas de disparition attribuée aux pouvoirs publics ou menée en leur nom n'a été signalé au cours de l'année.

Selon le rapport annuel du groupe de travail de l'ONU sur les disparitions forcées, entre mai 2018 et mai 2019, le pays avait 153 affaires de disparitions forcées entre 1956 et 1992 en instance, soit sept de moins qu'au début de la période concernée par ce rapport. Selon le Conseil national des droits de l'homme (CNDH), un organe financé par des deniers publics, au mois de juillet, six affaires de disparitions forcées entre 1956 et 1992 n'étaient pas encore résolues. Le CNDH a continué de coopérer avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) pour résoudre les affaires de disparition qui ne l'avaient pas encore été.

### **c. Torture et autres châtements ou traitements cruels, inhumains ou dégradants**

La Constitution et la loi interdisent de telles pratiques et les pouvoirs publics ont nié avoir eu recours à la torture. Le 19 mars, pour lutter contre les traitements et châtements dégradants en prison, le Parlement a adopté une loi finançant des formations en médecine légale dispensées à des médecins, ce qui permettra d'identifier des signes de torture et d'abus. Au 11 août, la Délégation générale à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion (DGAPR) faisait état de deux affaires de torture renvoyées devant la cour d'appel de Fès en 2019. Dans les deux cas, des détenus ont affirmé qu'ils avaient été battus et insultés à Al-Hoceïma. Une enquête diligentée par le gouvernement a conclu que ces deux allégations étaient infondées. En avril, le CNDH a publié un rapport confirmant que des membres des forces de sécurité avaient infligé torture et traitements dégradants à un détenu à la prison de Souk El Arbaa, dans la province de Kénitra. La DGAPR a ouvert une enquête sur ces allégations ; à la fin de l'année, elle était encore en cours. Au cours de l'année, 20 plaintes pour torture ou traitements dégradants ont été déposées auprès du Procureur général. Ce dernier a clos 15 de ces affaires, et l'une d'entre elles était encore en cours d'instruction à la fin de l'année.

Entre janvier et juin, le mécanisme interne de la police nationale (Direction générale de la sûreté nationale ou DGSN) qui enquête sur les cas de torture et de traitements dégradants a instruit quatre affaires impliquant six policiers. La DGSN a prononcé un blâme et des sanctions administratives contre deux d'entre eux et renvoyé les deux autres affaires impliquant les quatre policiers restants devant le Procureur général. Le Procureur général a entamé des poursuites judiciaires dans au moins une de ces affaires.

Le CNDH a signalé avoir ouvert des enquêtes sur 28 plaintes pour torture ou traitements dégradants entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 août.

En cas d'accusation de torture, la loi requiert que les juges fassent examiner un détenu par un expert médico-légal sur demande du détenu ou de son avocat, ou s'ils remarquent qu'il présente des marques suspectes sur le corps. Dans certains cas, des juges ont refusé de demander une évaluation médicale lorsque le détenu alléguait qu'il avait été victime de sévices. Le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire, des organisations non gouvernementales (ONG) de défense des droits de l'homme et les médias ont recensé des cas de non-application par les autorités des dispositions de la loi interdisant la torture, notamment le fait

de ne pas effectuer d'examen médical alors que les détenus affirment avoir subi des actes de torture.

Le nombre de rapports de torture a baissé au cours des dernières années mais les institutions publiques marocaines et des ONG ont continué de recevoir des rapports de maltraitance de personnes placées en garde à vue officielle. Les mauvais traitements étaient signalés comme se produisant le plus souvent au cours des détentions provisoires. Des membres des forces de sécurité ont également été accusés d'avoir infligé des traitements dégradants à des manifestants pour l'indépendance du Sahara occidental pendant ou après des manifestations appelant à la libération de certains détenus, qui seraient, selon les manifestants, des prisonniers politiques.

En mars, le CNDH a publié un rapport sur 20 allégations de torture en détention formulées par des manifestants du mouvement Hirak. À en croire ce rapport, ces allégations, qui ont été mises en lumière dans un rapport publié le 19 février par Amnesty International, seraient infondées.

En janvier, l'épouse d'Abdelkader Belliraj, qui était en prison à perpétuité pour des accusations d'activité terroriste, a signalé à Human Rights Watch (HRW) que M. Belliraj était privé de contact avec les autres détenus depuis 2019 et confiné 23 heures par jour. HRW a qualifié ces mesures d'inhumaines. Selon des informations parues dans la presse, la DGAPR a contesté la véracité de ces allégations, affirmant que M. Belliraj disposait d'une heure de pause par jour, ce qui permet une interaction avec d'autres détenus, et qu'il a droit aux visites de ses proches. M. Belliraj affirme que ses aveux, sur lesquels sa condamnation en justice s'est appuyée, avaient été obtenus sous la torture par les policiers.

Selon les médias, la division de Marrakech des Forces auxiliaires a suspendu deux agents qui apparaissaient dans une vidéo les montrant en train d'arrêter violemment un suspect le 6 mai.

Selon le portail en ligne *Déontologie en missions de terrain*, entre janvier et août, aucune plainte pour exploitation et abus sexuels n'a été déposée contre des membres marocains des forces de maintien de la paix en mission pour l'ONU. Le Maroc et l'ONU enquêtaient conjointement sur trois plaintes pour exploitation et abus sexuels déposées en 2019 contre des membres marocains des forces de maintien de la paix en mission pour l'ONU, une pour rapport sexuel monnayé avec un adulte, les deux autres pour viol sur mineur. En septembre, les trois enquêtes

étaient encore en cours. Dans l'une des affaires de viol sur mineur, l'auteur des faits n'avait pas encore été identifié.

### **Conditions dans les prisons et les centres de détention**

Les conditions de détention se sont améliorées pendant l'année, mais dans certains cas elles ne répondaient pas aux normes internationales.

Conditions matérielles : L'Observatoire marocain des prisons (OMP), ONG œuvrant pour les droits des prisonniers, a continué de signaler que certaines prisons étaient surpeuplées et qu'elles ne répondaient pas aux normes locales et internationales. Dans les prisons construites récemment, les individus en détention provisoire et les détenus condamnés étaient séparés, mais ce n'était pas le cas dans les prisons plus anciennes.

Selon des sources officielles et des ONG, la surpopulation carcérale s'expliquait également en grande partie par le recours insuffisant à la libération sous caution ou provisoire, aux grands retards dans le traitement des dossiers et à l'absence d'exercice de la discrétion judiciaire pour réduire la durée des peines d'emprisonnement pour des infractions spécifiques. Selon des sources gouvernementales, les impératifs administratifs empêchaient aussi les autorités pénitentiaires de transférer des personnes en détention provisoire ou en instance d'appel dans des établissements hors de la juridiction où leur procès devait avoir lieu.

Selon un rapport de la DGAPR paru en mai, la population carcérale a diminué de 7 % après que le roi a gracié certains détenus et que le cabinet du Procureur général a commencé à mener des procès au format virtuel. La surpopulation carcérale est devenue une préoccupation de premier plan pendant la pandémie de COVID-19. Le 27 mars, environ 150 associations et militants des droits de l'homme ont signé une pétition appelant la DGAPR à relâcher les « prisonniers de conscience », notamment les détenus arrêtés lors des manifestations du Rif entre 2016 et 2017, les femmes détenues avec des enfants, les détenus peu dangereux et ceux qui sont particulièrement vulnérables à la COVID-19 (car âgés de plus de 60 ans ou malades). Les « prisonniers du Rif » ont été arrêtés après avoir participé à une série de manifestations dans la région du Rif, dans le nord du pays, entre 2016 et 2017. En 2018, environ quatre d'entre eux ont été condamnés à des peines allant jusqu'à 20 ans de prison après avoir été jugés coupables de dégradation de biens publics, blessures aux forces de l'ordre et menace à la stabilité de l'État. Le 5 avril, le roi Mohammed VI a gracié 5 654 détenus et ordonné des mesures pour

mieux protéger les détenus contre la COVID-19 dans les prisons. En juillet, 6 032 détenus supplémentaires et 105 personnes libérées sous caution, dont certains étaient vulnérables au virus, ont été graciés.

La loi impose la séparation des détenus mineurs de leurs codétenus adultes. Dans toutes les prisons, les jeunes délinquants sont répartis en deux catégories, les deux devant être séparées des adultes : les mineurs âgés de moins de 18 ans et les jeunes âgés de 18 à 20 ans. Selon les autorités, les mineurs ne sont pas détenus avec des prisonniers ayant plus de 20 ans. La DGAPR comptait trois « centres de réforme et d'éducation » destinés aux adolescents mais elle disposait de quartiers séparés pour les jeunes dans toutes les prisons. Les autorités ont indiqué que dans les cas où un juge pour mineurs estimait qu'il était nécessaire de les incarcérer, ceux de moins de 14 ans étaient détenus séparément de ceux de 15 à 18 ans. Lorsqu'un mineur est incarcéré, un juge doit assurer un suivi mensuel de l'affaire.

Selon la DGAPR, il n'existait aucune discrimination à l'encontre des femmes détenues pour l'accès aux services ou aux établissements de santé. Les femmes représentent un peu plus de 2 % de la population carcérale. Selon certains responsables publics, les détenues avaient souvent plus de difficultés à consulter un spécialiste en médecine féminine comme un gynécologue qu'un médecin généraliste. D'après certaines ONG locales, les établissements pénitentiaires ne fournissaient pas un accès adéquat à la santé et ne prenaient pas en compte les besoins des détenus en situation de handicap. La DGAPR a affirmé que chaque détenu est examiné par un infirmier et un psychologue lors de son arrivée, et que les détenus reçoivent par la suite des soins de santé sur demande. La DGAPR a déclaré avoir effectué un grand nombre de dépistages et de consultations médicales liées à la COVID-19 dans les prisons.

La DGAPR a fourni des repas frais gratuits aux détenus et le ministère de la Santé a certifié que ces repas satisfaisaient les besoins nutritionnels de l'adulte masculin moyen. Selon la DGAPR, le système pénitentiaire répondait aux besoins alimentaires spéciaux des détenus atteints de maladies et de ceux qui ont des restrictions alimentaires pour motifs religieux.

Les ONG ont cité des cas de prisonniers qui protestaient contre les conditions de détention en faisant la grève de la faim. Selon Amnesty International, des détenus ont entamé des grèves de la faim pour protester contre les conditions de détention, notamment le manque d'hygiène et d'assainissement, les soins de santé insuffisants, la surpopulation, l'éloignement géographique entre leur lieu de détention et leurs proches, et les limites du droit de visite et de l'accès à

l'éducation. Le 22 février, deux détenus du nom de Nabil Ahamjik et Nasser Zefzafi ont entamé une grève de la faim, se disant victimes d'abus et de mauvais traitements en prison. Ils exigeaient une amélioration des conditions de détention, des soins médicaux adéquats et un droit de visite. Les deux détenus ont mis un terme à leur grève de la faim le 17 mars. Selon l'OMP, toutefois, la majorité des grèves de la faim avaient pour but de protester contre les procédures et sentences judiciaires et non contre les conditions de détention. Le CNDH et la DGAPR traitaient régulièrement des demandes de transfert sur la base de la proximité de la famille et la DGAPR y a quelquefois accédé. Dans d'autres cas, la DGAPR a informé le détenu en question qu'un tel transfert n'était pas possible, souvent pour cause de surpopulation dans la prison demandée.

Des militants des droits de l'homme ont fait valoir que l'administration pénitentiaire réservait un traitement plus dur aux islamistes qui remettaient en cause l'autorité religieuse du roi et aux personnes accusées de « remettre en question l'intégrité territoriale du pays ». La DGAPR a nié que des détenus aient reçu un traitement différent et a affirmé que tous les prisonniers étaient traités de la même façon, conformément à la loi sur les prisons.

Les familles de détenus du Sahara occidental ont affirmé qu'ils faisaient face à des conditions particulièrement dures dans les prisons. La DGAPR le conteste et soutient que les prisonniers au Sahara occidental et les Sahraouis détenus dans le reste du Maroc étaient traités tout comme tous les autres prisonniers dont elle est responsable.

Selon le Robert F. Kennedy Human Rights Center, au 15 mai, le journaliste et militant sahraoui Mohamed al-Bambary était détenu avec 45 autres individus dans une cellule de 7,6 m sur 5,6 m. Les journalistes et militants étaient en détention car ils avaient participé à un mouvement qui remettait en question l'intégrité territoriale du Maroc.

Administration : Si les autorités autorisaient en général des proches et amis des détenus à leur rendre visite, il a été signalé qu'elles leur avaient dans certains cas refusé ce privilège. La DGAPR affectait à chaque détenu un niveau de risque qui déterminait le privilège des visites. Le guide de classification des prisonniers de la DGAPR limitait le type de visites, d'activités récréatives et de programmes éducatifs auquel les prisonniers à haut risque avaient accès. À tous les niveaux, les prisonniers peuvent recevoir des visites mais leur durée, leur fréquence et le nombre de visiteurs peuvent varier. La plupart des prisons assignait un « jour de visite » à chaque détenu afin de gérer le nombre des visites à la prison. La DGAPR

autorise les pratiques et les services religieux, qui sont assurés par des leaders religieux pour tous les prisonniers, y compris les minorités religieuses. Afin d'endiguer la propagation de la COVID-19 pendant la pandémie, la DGAPR a suspendu les visites des proches et des avocats tout en augmentant le temps que les détenus peuvent passer au téléphone.

Le CNDH et la DGAPR ont mené des enquêtes au sujet d'allégations de conditions inhumaines de détention. Ces deux organismes assuraient efficacement un rôle de médiateur, et un système de « boîtes à lettres » était toujours en vigueur dans les prisons pour permettre plus facilement aux détenus d'exercer leur droit de déposer des plaintes sur leur emprisonnement. Les détenus pouvaient soumettre des plaintes sans censure au bureau du délégué général de la DGAPR pour y être traitées, ainsi qu'au CNDH.

Surveillance indépendante : Le gouvernement a autorisé certaines ONG ayant pour mandat de défendre les droits de l'homme à effectuer des visites de contrôle sans être accompagnées. La politique du gouvernement autorisait également les universitaires et les ONG fournissant des services sociaux, éducatifs ou religieux aux détenus à pénétrer dans les établissements carcéraux. Selon des responsables officiels du système carcéral, 79 visites d'universitaires et d'ONG se sont déroulées entre janvier et fin juin. L'OMP a mené 53 visites de surveillance entre janvier et fin juin. Le CNDH a effectué deux visites de surveillance au cours de l'année.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août, les trois commissions du CNDH dans le sud du pays ont effectué neuf visites dans des prisons, dont deux à Laâyoune-Sakia et à Smara, consacrées à la prévention de la COVID-19 en milieu carcéral. Le CNDH a relevé que la DGAPR a pris un ensemble de mesures préventives contre la propagation de la COVID-19 dans les prisons, notamment la création d'une plateforme numérique permettant au personnel pénitentiaire et aux détenus de bénéficier d'un accompagnement psychologique à distance, la limitation du nombre de visites des proches et la sensibilisation par le biais d'une campagne d'information des détenus. L'antenne du CNDH à Laâyoune a mené des visites de surveillance, au cours desquelles elle a constaté que la prison locale de Dakhla demeurait surpeuplée et insuffisamment équipée pour offrir aux détenus des conditions de vie adéquates. L'objectif de ces visites était de prévenir les pratiques susceptibles de favoriser directement ou indirectement la torture ou les mauvais traitements, quelle qu'en soit leur forme, de vérifier si les mesures préventives préconisées par les autorités publiques contre la COVID-19 étaient en place conformément aux

normes internationales et d'entretenir un dialogue constructif avec les autorités responsables.

Améliorations : La DGAPR a indiqué que six prisons étaient actuellement en cours de construction ou d'agrandissement pour remédier à la surpopulation et améliorer les conditions d'ensemble. La DGAPR a ouvert une nouvelle prison à Berkane.

#### **d. Arrestations ou détentions arbitraires**

La loi interdit les arrestations et détentions arbitraires et donne à tous le droit de contester devant un tribunal la légalité de leur arrestation ou de leur détention. Des observateurs ont indiqué que la police ne se conformait pas toujours à ces dispositions ou ne respectait pas systématiquement la procédure régulière, surtout pendant ou après des protestations. Selon des associations et des ONG locales, les policiers arrêtaient parfois des personnes sans mandat ou alors qu'ils étaient en civil. Les personnes ont le droit de contester le bien-fondé juridique de leur détention ou de se plaindre du caractère arbitraire de celle-ci, et d'exiger réparation en déposant plainte auprès du tribunal. Le rapport du Secrétaire général de l'ONU sur le Sahara occidental, publié en septembre, indiquait que des violations des droits de l'homme, notamment des détentions arbitraires, commises par des responsables publics contre des Sahraouis, avaient été signalées au HCDH.

Les organisations de défense des droits de l'homme ont continué à suivre les responsables présumés de violations qui ont conservé leurs postes de direction ou ont été mutés à d'autres postes. Les organisations internationales et locales de défense des droits de l'homme affirmaient que les autorités avaient rejeté de nombreuses plaintes pour exactions et se fondaient uniquement sur les versions des événements fournies par la police. En général, les responsables publics ne fournissaient pas d'informations sur l'issue des plaintes. Le CNDH et la DGAPR ont dispensé une formation sur les droits de l'homme aux responsables carcéraux et aux membres des forces de sécurité au Sahara occidental.

Selon des informations publiées par HRW le 12 mars, deux militants Sahraouis du nom de Walid El Batal et Yahdhih El Ghazal ont été victimes de violences policières en juin 2019 à Smara. HRW affirme que les forces de sécurité marocaines ont tenté d'interdire aux hommes de participer à un événement en soutien au militant Salah Labsir, qui purgeait une peine de quatre ans d'emprisonnement pour violence préméditée contre des policiers et dégradation de biens publics. Une vidéo de l'incident montre une dizaine d'individus en civil en train d'extraire deux hommes de leur pick-up de force tout en les frappant avec des

matraques. Deux véhicules de la police marocaine sont visibles dans l'arrière-plan et les matraques correspondent au modèle utilisé par la police. En outre, l'un des hommes porte un casque de police, ce qui a permis à HRW de déterminer que les agresseurs étaient bien des policiers en civil. « Ils nous ont frappés et torturés sur place, puis ils nous ont emmenés au commissariat. Là-bas, ils nous ont battus, et nous sommes tombés dans les pommes. Je suis tombé dans les pommes. Quand je me suis réveillé, j'étais à l'hôpital », a déclaré M. El Ghazal à HRW. Des documents judiciaires montrent que MM. El Batal et El Ghazal ont été emmenés à l'hôpital après leur interpellation. Selon les autorités marocaines, ils auraient été transportés à l'hôpital après s'être blessés en entrant en collision avec le barrage de police et en se débattant lors de leur interpellation. Exprimant sa préoccupation face à une violation potentielle des droits de l'homme, le HCDH a demandé une enquête sur l'affaire de M. El Batal. Le parquet a ouvert une enquête et cinq policiers ont été mis en examen pour violences policières. À la fin de l'année, l'enquête était encore en cours.

### **Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention**

La loi stipule que la police peut arrêter une personne après délivrance d'un mandat verbal ou écrit par un procureur général. La loi permet aux autorités de refuser aux accusés l'accès à leur avocat ou à leur famille pendant les premières 96 heures de garde à vue aux termes de la législation sur le terrorisme, ou pendant les premières 24 heures de garde à vue pour tout autre chef d'accusation, la garde à vue pouvant être prorogée de 12 heures avec l'autorisation du parquet. Les autorités n'ont pas toujours respecté ces dispositions. Les allégations d'abus concernaient généralement ces périodes initiales de détention, lors des interrogatoires menés par la police. Le gouvernement a continué d'obliger les nouveaux policiers à recevoir des formations dans le domaine de la sécurité et des droits de l'homme, dispensées en partenariat avec la société civile.

Dans les affaires de droit commun, la loi requiert que la police informe un membre de la famille du détenu immédiatement après la période de mise au secret précédemment mentionnée, à moins que les autorités ayant procédé à l'arrestation n'aient fait une demande de prolongation de cette période auprès d'un magistrat et qu'elle ait été accordée. La police n'a pas systématiquement respecté cette disposition. Comme les autorités mettaient parfois du temps à notifier les familles, ou n'informaient pas rapidement les avocats de la date de l'arrestation de leur client, ni les familles ni les avocats n'étaient en mesure de vérifier si la durée légale de la garde à vue avait été respectée ou si le détenu avait été correctement traité.

La loi dispose que « dans le cas de flagrant délit, l'officier de police judiciaire qui instrumente peut garder à vue la personne suspecte pendant 48 heures. Si des indices graves et concordants sont relevés contre cette personne, [l'officier] peut la garder en détention pendant trois jours au maximum sur autorisation écrite du procureur ». Pour des crimes ordinaires, les autorités peuvent proroger à deux reprises cette période de 48 heures, jusqu'à six jours de détention. En vertu des lois de lutte contre le terrorisme, un procureur peut prolonger la période initiale de garde à vue sur autorisation écrite, jusqu'à une durée totale de détention de 12 jours. Aux termes de la loi anti-terroriste, un suspect ne bénéficie pas du droit de voir un avocat durant cette période, sauf à l'occasion d'une visite contrôlée d'une demi-heure au bout de six jours sur les 12 jours de garde à vue. Les observateurs ont dans l'ensemble trouvé que la loi de lutte contre le terrorisme était conforme aux normes internationales.

À la fin de la période initiale de garde à vue, un détenu doit comparaître devant un procureur qui peut formuler des accusations provisoires et demander des enquêtes complémentaires par un juge d'instruction en préparation du procès. Le juge d'instruction dispose d'une période de quatre mois, pouvant être prorogée d'un mois, pour interroger le détenu et déterminer quelles accusations retenir, le cas échéant, pour un procès. Pendant cette phase, la personne accusée peut être maintenue en détention pour instruction ou être mise en liberté. À la fin des cinq mois (si une prorogation a été accordée) le juge d'instruction doit présenter des chefs d'accusation, refuser de porter plainte et abandonner l'affaire, ou remettre la personne en liberté en attendant une enquête complémentaire et une détermination quant à une éventuelle mise en accusation. D'une manière générale, les autorités ont respecté ce calendrier.

Des ONG ont déclaré que certains juges étaient réticents à recourir aux peines de substitution autorisées par la loi comme la mise en liberté provisoire. La loi n'exige pas d'autorisation écrite pour que soient libérées des personnes détenues. Dans certains cas, les juges ont libéré des prévenus sur engagement. Il existe un système de libération sous caution ; celle-ci peut prendre la forme de biens ou du versement d'une somme au tribunal pour garantir que l'accusé se présentera aux futures audiences. Le montant de la caution est laissé à la discrétion du juge, qui en décide en fonction de l'infraction. La caution peut être exigée à tout moment avant le procès. En vertu de la loi, tout accusé a le droit d'avoir un avocat et, lorsqu'il n'en a pas les moyens, les autorités doivent lui procurer un avocat commis d'office lorsque la peine de prison requise dépasse cinq ans. Les autorités n'ont pas toujours fourni des avocats efficaces en temps et en heure.

Arrestations arbitraires : Les forces de sécurité ont fréquemment arrêté des groupes de personnes, ont amené celles-ci à un poste de police pour les interroger pendant plusieurs heures, puis les ont remises en liberté sans inculpation.

Conformément aux dispositions du Code pénal, tout agent public ordonnant une détention arbitraire est passible d'être rétrogradé et, si cet acte est motivé par des intérêts personnels, il peut encourir une peine allant de 10 ans de prison à la réclusion à perpétuité. Tout agent public qui ne signale pas à son supérieur une détention illégale alléguée ou observée peut être rétrogradé. Au cours de l'année, aucune enquête n'a été ouverte à l'encontre d'un membre des forces de sécurité pour arrestation arbitraire associée à l'application du protocole de confinement, décrété dans le cadre des restrictions liées à la COVID-19. Aucune information n'était disponible indiquant si ces dispositions ont été appliquées pendant l'année.

Détention provisoire : Bien que le gouvernement ait affirmé que les autorités traduisaient généralement les accusés en justice dans un délai de deux mois, les procureurs peuvent demander jusqu'à cinq fois la prorogation des deux mois de détention provisoire. La détention provisoire peut durer jusqu'à un an. Selon les responsables publics, ces délais s'expliquent par une forte accumulation de dossiers en retard dans le système judiciaire. Le gouvernement a déclaré que divers facteurs contribuaient à l'accumulation des dossiers : un manque de ressources, tant humaines que d'infrastructure, consacrées au système judiciaire, l'absence de possibilités de négociation de plaidoyer pour les procureurs, la prolongation des délais moyens requis pour instruire les affaires, le faible recours aux mécanismes de règlement à l'amiable et à d'autres dispositifs de résolution extrajudiciaire autorisés par la loi et le manque d'autorité à imposer des peines de substitution. Les pouvoirs publics ont indiqué qu'au mois de mai, quelque 6,5 % des détenus étaient en détention provisoire avant leur premier procès. Dans certains cas, il est arrivé que la peine imposée au condamné soit plus courte que la période qu'il avait déjà purgée en détention provisoire, notamment dans les affaires de délits.

#### **e. Déni de procès public et équitable**

La Constitution prévoit l'indépendance du pouvoir judiciaire et, comme les années précédentes, des ONG ont affirmé que la corruption et l'influence extrajudiciaire affaiblissaient l'indépendance du pouvoir judiciaire. Le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire, mandaté par la Constitution, gère les tribunaux et les affaires judiciaires quotidiennes au lieu du ministère de la Justice. Le président de la Cour de cassation (la dernière instance d'appel) préside le Conseil de 20 membres. Les

autres membres incluent le président de la Première chambre de la Cour de cassation, le Procureur général, le Médiateur du Royaume, le président du CNDH, 10 membres élus par les juges nationaux, et cinq membres nommés par le roi. Bien que le gouvernement ait officiellement créé le Conseil, une entité indépendante fondée fin 2017, pour renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire, il était impossible de savoir s'il avait été efficace dans cette démarche. Selon les médias et les militants de droits de l'homme, l'issue des procès dans lesquels le gouvernement avait un fort intérêt, comme ceux qui avaient trait à l'islam en ce qui concernait la vie politique et la sécurité nationale, la légitimité de la monarchie et le Sahara occidental, semblait parfois prédéterminée.

Le 4 novembre, la Cour de cassation a examiné les appels d'un verdict prononcé en 2017 contre 23 Sahraouis arrêtés en 2010, lors du démantèlement du camp de Gdeim Izik. Les condamnations à leur encontre allaient d'une libération sur la base du temps déjà passé en détention à la réclusion à perpétuité. Ces personnes avaient été condamnées précédemment lors d'un procès militaire de 2013. Une révision du Code de justice militaire de 2015 a éliminé les procès militaires pour les civils et, en 2016, la Cour de cassation s'est prononcée en appel en faveur d'un nouveau procès civil pour le groupe. Deux des détenus ont reçu des réductions de peine (de 25 ans à 4 ans et demi et 6 ans et demi de prison respectivement) et ont été libérés, rejoignant ainsi deux autres dont les condamnations de 2013, qui les libéraient sur la base du temps déjà passé en prison, avaient été confirmées par le tribunal civil. Deux autres personnes ont aussi reçu des réductions de peine (de 30 ans à 25 ans et de 25 ans à 20 ans de prison). Le 9 novembre, HRW a noté avec préoccupation que l'un des verdicts antérieurs pourrait s'être fondé sur des informations obtenues sous la torture.

### **Procédures applicables au déroulement des procès**

La loi prévoit le droit à un procès public équitable avec le droit de faire appel, mais il n'en a pas toujours été ainsi. La loi reconnaît la présomption d'innocence. Les accusés sont informés promptement des accusations potentielles retenues à leur encontre après leur arrestation initiale et une période d'enquête. Ils sont alors informés des accusations définitives à la fin de la période d'enquête, qui peut durer plusieurs mois. Les procès se déroulent en arabe et les étrangers peuvent demander un interprète s'ils ne parlent pas cette langue.

Les accusés ont le droit d'être présents à leur procès et de consulter un avocat en temps opportun. Ils ont le droit de refuser de participer à leur procès et un juge peut décider de poursuivre l'affaire en leur absence tout en leur en donnant un résumé

détaillé. Les autorités refusaient fréquemment aux avocats la permission de voir leur client en temps voulu et, dans certains des cas, ils le rencontraient pour la première fois à la première audience devant le juge. Dans les affaires où la peine encourue est supérieure à cinq ans, les pouvoirs publics sont tenus de fournir un avocat à l'accusé s'il n'a pas les moyens d'en retenir un. Les avocats commis d'office étaient souvent mal rémunérés, ils avaient rarement la formation requise pour les affaires concernant les mineurs, ou n'étaient pas affectés aux accusés en temps voulu. Le processus de nomination des avocats commis d'office demandait beaucoup de temps et il est souvent arrivé qu'un accusé arrive au tribunal avant qu'un avocat ne lui ait été commis. Dans ces cas, le juge pouvait demander à n'importe quel avocat présent de représenter l'accusé. De ce fait, les accusés étaient souvent mal représentés. De nombreuses ONG procuraient des avocats à des personnes vulnérables (mineurs, réfugiés, victimes de violences familiales) qui n'en avaient souvent pas les moyens. Ces possibilités étaient limitées et disponibles uniquement dans les grandes agglomérations.

La loi autorise l'avocat de la défense à interroger les témoins. En dépit des dispositions légales, des juges auraient parfois refusé à la défense le droit d'interroger des témoins ou de présenter des témoins à décharge ou des éléments de preuve susceptibles d'affaiblir le dossier de l'accusation.

Selon des responsables publics, la loi interdit aux juges de recevoir des aveux obtenus sous la contrainte sans preuves à charge supplémentaires. Des ONG ont signalé que le système judiciaire s'appuyait souvent sur des aveux pour engager des poursuites au pénal et les autorités exerçaient des pressions sur les enquêteurs pour qu'ils en arrachent aux suspects afin de faire avancer les poursuites judiciaires. HRW et des ONG locales ont affirmé que certains juges, à leur discrétion, tranchaient parfois sur des affaires en se fondant sur des aveux forcés. Selon le gouvernement, afin de s'éloigner d'un système judiciaire s'appuyant principalement sur les aveux, les affaires fondées uniquement sur des aveux sans autres preuves à charge ne sont pas acceptées par les tribunaux.

Selon la DGSN, au cours de l'année, en partenariat avec des experts techniques internationaux, l'unité de médecine légale a formé 85 juges et procureurs sur le traitement judiciaire des preuves scientifiques. Depuis 2016, la police nationale dispose de centres de préservation des pièces à conviction sur l'ensemble du territoire afin de sécuriser et préserver les pièces à conviction recueillies sur les lieux de crime et de garantir le respect des procédures applicables à la chaîne de possession. Selon le ministère de la Justice, des greffiers gèrent les centres de

préservation des pièces à conviction et coordonnent l'accès à celles-ci par les tribunaux et la défense.

### **Prisonniers et détenus politiques**

La loi ne définit ni ne reconnaît la notion de prisonnier politique. Le gouvernement ne considérerait aucun de ses détenus comme des prisonniers politiques et déclarait avoir inculpé ou condamné toutes les personnes en prison aux termes du droit pénal. Celui-ci couvre les activités non violentes de plaidoyer et de dissidence, telles que le fait d'insulter la police par des chansons ou de porter « atteinte aux valeurs sacrées du Maroc » en dénonçant le roi et le régime au cours d'une manifestation publique. Des ONG, dont l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH), Amnesty International et des organisations sahraouies ont affirmé que les autorités emprisonnaient des personnes pour leurs activités ou convictions politiques en prétextant des infractions au droit pénal.

Comme l'a souligné le rapport annuel de HRW, « les autorités ont continué à cibler certains détracteurs en particulier, à les traduire en justice, à les emprisonner et à les harceler. Elles ont aussi continué de faire appliquer des lois répressives, notamment vis-à-vis des libertés individuelles ».

En décembre 2019, à Rabat, des policiers ont arrêté Mohamed Ben Boudouh, alias Moul Hanout (« petit commerçant »), pour « outrage à un fonctionnaire public » et « incitation à la haine ». M. Ben Boudouh a publié sur sa page Facebook une vidéo en direct dans laquelle il accusait le roi de laisser prospérer la corruption. Le 7 janvier, le tribunal de première instance de Khemisset a condamné M. Ben Boudouh à trois ans de prison pour « offenses aux institutions constitutionnelles et outrage à un fonctionnaire public ». À la fin de l'année, M. Ben Boudouh était incarcéré à la prison de Tiflet. Amnesty International a affirmé que les accusations contre M. Ben Boudouh étaient motivées par des considérations politiques.

Le 22 mai, à Casablanca, les forces de sécurité ont arrêté Soulaïmane Raïssouni, journaliste et rédacteur en chef du journal *Akhbal Al Yaoum*, accusé d'agression sexuelle sur un jeune homme. Le 25 mai, un juge d'instruction l'a mis en examen pour « attentat à la pudeur avec violence et séquestration » et ordonné son incarcération à la prison d'Oukacha. Des groupes et militants de la société civile ont critiqué l'arrestation de Soulaïmane Raïssouni, qui revêt selon eux des motivations politiques.

### **Procédures et recours judiciaires au civil**

Des groupes de défense des droits de l'homme et favorables à l'indépendance ont considéré qu'un certain nombre de détenus sahraouis étaient des prisonniers politiques. Ceux-ci comprenaient les 19 prisonniers de Gdeim Izik – qui étaient toujours incarcérés – ainsi que les membres d'organisations de défense des droits des Sahraouis ou favorables à l'indépendance.

Bien que les particuliers puissent recourir aux tribunaux civils pour y soumettre des affaires concernant des violations des droits de l'homme et qu'ils se soient prévalus de ce droit, ces poursuites n'ont souvent rien donné à cause du manque d'indépendance des tribunaux pour ce qui est des affaires politiquement délicates et de leur manque d'impartialité s'expliquant par l'influence extrajudiciaire et la corruption. Le nouveau Conseil supérieur du pouvoir judiciaire a pour fonction de garantir le comportement éthique du personnel judiciaire (voir section 4). Il existe des recours administratifs et judiciaires pour les préjudices reprochés. Parfois, les autorités ne faisaient pas appliquer les décisions judiciaires en temps opportun.

L'institution du Médiateur a contribué à résoudre des affaires civiles qui n'avaient pas franchi le seuil justifiant l'intervention du pouvoir judiciaire, notamment des affaires concernant l'enregistrement d'organisations de la société civile. Malgré des retards considérables dans le traitement des dossiers, il a progressivement étendu le champ de ses activités jusqu'à soumettre des plaintes à des enquêtes approfondies. Le Médiateur a référé au CNDH des affaires ayant trait spécifiquement à des accusations d'atteintes aux droits de l'homme que les autorités auraient commises. Le CNDH a continué à servir de voie par laquelle les citoyens pouvaient exprimer des doléances concernant des violations des droits de l'homme.

#### **f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance**

La Constitution dispose que le domicile privé est inviolable et qu'il peut uniquement faire l'objet d'une perquisition après obtention d'un mandat ; toutefois, il est arrivé que les autorités pénètrent au domicile de particuliers sans autorisation judiciaire, emploient des indicateurs et surveillent en l'absence de procédure légale les déplacements de particuliers et les communications privées, notamment le courrier électronique, les SMS et d'autres communications numériques censées relever de la vie privée.

Le 22 juin, Amnesty International a affirmé que les autorités avaient utilisé un logiciel espion de la société NSO pour surveiller le téléphone portable du journaliste Omar Radi entre janvier 2019 et janvier 2020. À partir du 26 juin, la police judiciaire, la gendarmerie et le parquet ont convoqué M. Radi à 12 interrogatoires différents, durant six à neuf heures chacun, concernant plusieurs accusations. M. Radi aurait notamment été accusé de fournir des « services d'espionnage » à des gouvernements, entreprises et organisations étrangers. Le 29 juillet, la police a arrêté M. Radi pour « attentat à la pudeur avec violence, viol, réception de fonds étrangers dans le but de porter atteinte à la sûreté intérieure de l'État et intelligence avec des autorités étrangères pour nuire à la situation diplomatique du pays ». Selon HRW, les accusations de viol et d'attentat à la pudeur contre M. Radi s'appuient sur une plainte déposée le 23 juillet par l'une de ses collègues. Son procès a débuté le 24 décembre.

## **Section 2. Respect des libertés civiles, notamment :**

### **a. Liberté d'expression, notamment pour la presse**

La Constitution et la loi garantissent pour l'essentiel la liberté d'expression, notamment pour la presse, bien qu'elles criminalisent et restreignent dans une certaine mesure la liberté d'expression dans la presse et sur les réseaux sociaux, en particulier la critique de l'islam, de l'institution de la monarchie ou de la position du gouvernement concernant l'intégrité territoriale et le Sahara occidental. De telles critiques peuvent entraîner des poursuites conformément aux dispositions du Code pénal, passibles d'amendes et de peines de prison, en dépit des dispositions concernant la liberté d'expression figurant dans le Code de la presse. Celui-ci ne s'applique qu'aux journalistes accrédités par le département de la communication du ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, et uniquement aux publications entrant dans le cadre de leurs fonctions ; les commentaires privés par des journalistes accrédités restent passibles de peines au titre du Code pénal. Selon l'édition 2020 du rapport *Freedom in the World* (« Liberté dans le monde ») publié par Freedom House, la presse bénéficiait d'un niveau important de liberté en ce qui concerne les politiques économiques et sociales, mais les autorités ont eu recours à tout un éventail de mécanismes financiers et juridiques pour punir les journalistes faisant des critiques. Des organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme ont critiqué les poursuites pénales engagées contre des journalistes et des éditeurs ainsi que les actions en diffamation, faisant valoir que le gouvernement utilisait principalement ces lois pour limiter les activités des associations indépendantes de défense des droits de l'homme, de la presse et des réseaux sociaux.

Selon le rapport du Secrétaire général de l'ONU sur le Sahara occidental, le HCDH était toujours préoccupé par les allégations de surveillance excessive des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes au Sahara occidental. Le rapport précise également que le HCDH a continué de recevoir des signalements de harcèlement et d'arrestations arbitraires de journalistes, blogueurs et défenseurs des droits de l'homme publiant des informations sur des violations de ces droits. Selon Amnesty International, les militants sahraouis étaient encore victimes d'intimidation, d'interrogatoires, d'arrestations et d'une surveillance intense qui constituait dans certains cas du harcèlement.

Liberté d'expression : La loi criminalise les critiques de l'islam, de la légitimité de la monarchie, des institutions de l'État, des représentants de l'État tels que les militaires, et de la position officielle du gouvernement concernant l'intégrité territoriale et le Sahara occidental. Le gouvernement a quelquefois poursuivi en justice des personnes exprimant des critiques sur ces points. Amnesty International et HRW ont signalé des dizaines d'affaires de restriction de la liberté d'expression. Pendant l'année, le gouvernement a fait preuve d'intolérance à l'égard des individus qui critiquaient le roi, les autorités locales et l'islam.-Selon le gouvernement, 359 individus ont été mis en examen pour des infractions liées à la liberté d'expression, notamment la diffamation, la calomnie et les injures (voir Lois sur la diffamation et la calomnie et Sûreté nationale).

Le 16 janvier, la cour d'appel de Laâyoune a maintenu la condamnation en première instance de Hamza Sbai tout en réduisant sa peine d'emprisonnement de 36 à huit mois. M. Sbai a été condamné conformément au Code pénal pour sa vidéo de rap intitulée *We Understand* (« Nous comprenons »), publiée sur YouTube. Selon le ministère de l'Intérieur, en décembre 2019, il avait été condamné à trois ans de prison assortis d'une amende pour « offense aux institutions constitutionnelles ». M. Sbai a été transféré d'une prison de Laâyoune à Bouizakarne en janvier avant d'être relâché le 28 août.

Le 23 mars, le Parlement a adopté une loi qui déclarait l'état d'urgence sanitaire et prévoyait une peine de trois mois d'emprisonnement pour quiconque désobéissait aux « décisions prises par les autorités publiques » ou les « entrav[ait] » par le biais d'« écrits, imprimés ou photos ». Au mois de mai, un total de 623 individus avaient été brièvement détenus ou mis à l'amende pour avoir contrevenu à la nouvelle loi sur l'état d'urgence ; 558 d'entre eux sont restés en détention.

Le 28 mars, le secrétaire général de la présidence du parquet a déclaré que la police avait arrêté 56 individus accusés d'avoir publié des informations mensongères sur la COVID-19.

Le 5 mai, à Tiflet, des représentants locaux du ministère de l'Intérieur auraient agressé deux journalistes qui enquêtaient sur les conséquences du confinement lié à la COVID-19 pour l'activité du marché local pendant le ramadan, pour le compte de la chaîne de télévision nationale Tamazight TV. Selon des informations parues dans les médias, les responsables publics auraient agressé verbalement une journaliste avant de la gifler et de la jeter à terre. Le caméraman qui l'accompagnait aurait été blessé à la main en tentant d'empêcher les autorités de confisquer sa caméra. Le 7 mai, Reporters sans frontières a condamné cette agression « inacceptable ». « La crise sanitaire ne doit pas être une occasion pour s'en prendre directement aux journalistes qui tentent de faire leur travail », a déclaré RSF. Le 8 mai, le ministère a annoncé à l'Agence France Presse l'ouverture d'une enquête interne sur ces allégations. Le ministère de l'Intérieur a nié l'intervention de la police et démenti les allégations selon lesquelles la journaliste et le caméraman avaient été agressés.

En août, 400 artistes et intellectuels ont écrit un manifeste dénonçant la répression policière et les campagnes de diffamation exacerbées par la pandémie, citant « plusieurs cas d'emprisonnement politique et de harcèlement, parmi lesquels l'arrestation des journalistes Omar Radi (voir section 1.f.) et Hajar Raissouni (qui a été condamnée pour relations sexuelles avant le mariage et tentative d'avortement avant de recevoir la grâce royale en 2019) ainsi que les répressions subies par des mouvements sociaux ». Quand certains ont décidé de retirer leur signature de la pétition, d'autres militants ont affirmé qu'ils avaient été victimes d'intimidation.

Le 27 avril, les autorités ont arrêté Omar Naji, vice-président de l'antenne de l'AMDH à Nador, et l'ont accusé de diffamation et de propagation d'informations mensongères après qu'il ait publié sur Facebook que les autorités locales confisquaient les biens vendus par des marchands locaux du secteur informel. Le 2 juin, M. Naji a été libéré sous caution en attendant son procès. L'AMDH a qualifié l'arrestation de M. Naji d'attaque contre la liberté d'expression. M. Naji a toutefois été jugé non coupable.

Liberté de la presse et des médias, y compris les médias en ligne : Les médias indépendants ainsi que les médias engagés ont été actifs et exprimé une variété d'opinions dans les limites de la loi. Le Code de la presse interdit les sanctions plus sévères que des amendes pour les journalistes accrédités. Au 6 septembre, deux

journalistes étaient poursuivis dans le cadre du Code de la presse, contre deux sur l'ensemble de l'année 2019.

À Mohammedia, deux directeurs des publications de sites d'information ont été traduits devant le procureur royal, accusés d'avoir publié des « *fake news* » sur la COVID-19. Cinq autres individus ont été arrêtés pour avoir partagé ces mêmes informations sur leur page Facebook.

En mars, des ONG internationales ont signalé que le gouvernement a suspendu la distribution de la presse écrite pendant l'épidémie de COVID-19 afin de réduire les contacts et la propagation du virus.

En mars, pendant la pandémie de COVID-19, une youtubeuse très suivie du nom de Mi Naima a publié une vidéo dans laquelle elle affirmait que la COVID-19 n'existait pas. Elle a été arrêtée et condamnée à un an de prison pour « partage de *fake news* ».

Le 17 mars, le journaliste Omar Radi a été condamné à quatre mois de prison avec sursis assortis d'une amende pour un tweet publié en 2019, dans lequel il critiquait le juge qui avait prononcé des peines d'emprisonnement à l'encontre des militants du mouvement du Hirak (voir section 1.f.).

Le 27 mars, Kawtar Zaki et Abdelilah Sakhir, tous les deux journalistes au média en ligne Eljarida 24, ont été condamnés à des peines de six mois de prison avec sursis et à des amendes pour avoir publié des informations d'une commission parlementaire sur la corruption des élus. Selon Freedom House, c'est Hakim Benchamach, président de la chambre haute du Parlement, qui a déposé la plainte à l'origine de l'affaire.

En mai, l'acteur Rafik Boubker a été traduit devant la justice pour blasphème, insultes à l'islam, outrage à une instance juridique et violation de l'état d'urgence. Dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux dans le cadre d'une fuite, on voit M. Boubker, manifestement ivre, proférer des injures à l'encontre d'un imam et appeler les Marocains à « prier avec de la vodka ». Il a été inculpé pour « propos blasphématoires contre l'islam et portant atteinte à la sacralité du culte ». M. Boubker a été arrêté à la suite d'un ensemble de plaintes déposées auprès du procureur royal. Le 14 juillet, le tribunal de premier instance d'Aïn Sebaâ à Casablanca a fixé son procès à la date du 10 novembre, mais il a par la suite été reporté à une date ultérieure.

Les journalistes ont continué de dénoncer les procédures administratives lourdes et les longs délais d'attente pour l'obtention d'une accréditation aux termes du Code de la presse. Certains membres de la presse ont affirmé que les journalistes d'organes proches du gouvernement et du palais obtenaient leurs accréditations plus tôt que ceux d'organes indépendants. Ils ont soutenu que les journalistes dans l'attente de leur accréditation devaient opérer sans carte de presse et avec un statut légal ambigu, car les protections offertes par le Code de la presse bénéficient uniquement aux journalistes accrédités.

Par ailleurs, le gouvernement a appliqué des procédures strictes aux entretiens des journalistes avec des représentants d'ONG et des militants politiques. Les journalistes étrangers devaient obtenir l'accord préalable du ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports avant toute rencontre avec des militants politiques, accord qu'ils n'ont pas toujours reçu.

Le procès de sept membres de l'Association marocaine pour le journalisme d'investigation, dont Hicham Mansouri, Maati Monjib et Hisham Almiraat, a été repoussé à maintes reprises depuis 2015, et à la fin de l'année, aucune peine n'avait encore été prononcée à leur encontre. Selon le ministère de la Justice, MM. Mansouri, Monjib et Almiraat étaient soupçonnés d'avoir accepté des fonds étrangers destinés à des actes menaçant la sûreté interne et l'intégrité territoriale du pays. Les sept individus ont été accusés de constituer une menace à la sûreté interne du pays, de fraude, de gestion d'une organisation se livrant à des actes non autorisés et d'acceptation de fonds étrangers non autorisés. Le 29 décembre, Maati Monjib a été arrêté pour des accusations de détournement de fonds. Depuis le 7 octobre, il faisait l'objet d'une nouvelle enquête pour des accusations de blanchiment de capitaux. L'ouverture de son procès était fixée à janvier 2021.

Violence et harcèlement : Les autorités ont fait subir à certains journalistes du harcèlement et de l'intimidation, y compris en tentant de les discréditer en répandant des rumeurs nuisibles sur leur vie privée. Des journalistes ont signalé que les poursuites judiciaires sélectives faisaient fonction de mécanisme d'intimidation. Selon Reporters sans frontières, le gouvernement a intimidé des militants et des journalistes, souvent en les poursuivant pour des faits sans lien apparent avec leurs activités médiatiques ou politiques.

Selon des informations parues dans la presse, les autorités ont rejeté la demande d'accréditation d'un journaliste international pendant l'année pour défaut de permis valide. Les pouvoirs publics ont déclaré que les représentants des médias étrangers qui se conforment aux lois locales sont autorisés à se livrer à leur travail

sans ingérence et que les allégations selon lesquelles les autorités avaient expulsé des journalistes étrangers étaient sans fondement.

Censure ou restrictions sur le contenu : L'autocensure et les limites imposées par le gouvernement sur des sujets sensibles ont continué de constituer de graves obstacles au développement d'une presse d'investigation libre et indépendante. Les médias imprimés et audiovisuels requièrent une accréditation du gouvernement et celui-ci peut refuser et révoquer une accréditation et suspendre ou confisquer les publications qui enfreignent l'ordre public ou critiquent l'islam, l'institution de la monarchie ou la position du gouvernement sur l'intégrité territoriale. Bien que le gouvernement ait rarement censuré la presse nationale, il a exercé des pressions par le biais d'avertissements écrits et verbaux et en intentant des poursuites qui se sont traduites par de lourdes amendes et des suspensions de publications. Ces affaires ont encouragé les rédacteurs et les journalistes à pratiquer l'autocensure et à héberger les sites des médias d'opposition à l'extérieur du pays pour éviter que les autorités ne les ferment. Selon Freedom House, les attaques personnelles et les remarques désobligeantes reçues sur internet par les militants et les personnalités ayant une influence sur l'opinion publique en réponse à leurs critiques des politiques du gouvernement ont également contribué à l'autocensure.

Lois sur la diffamation et la calomnie : Le Code de la presse comprend des dispositions autorisant les pouvoirs publics à sanctionner par une amende les journalistes accrédités et les éditeurs qui violent les restrictions en matière de diffamation, de calomnie et d'injures. Un tribunal peut imposer une peine de prison si le condamné ne peut pas ou ne veut pas payer l'amende.

Les personnes qui ne sont pas enregistrées comme journalistes peuvent être accusées au pénal de diffamation ou de calomnie tout comme peuvent l'être les journalistes accrédités pour leurs actions personnelles.

Entre novembre 2019 et janvier, les ONG ont recensé 10 individus arrêtés pour « outrage aux responsables et aux institutions publics ».

Sûreté nationale : La loi de lutte contre le terrorisme prévoit l'arrestation des individus, y compris des journalistes, et le filtrage de sites web estimés « troubler l'ordre public par l'intimidation, la terreur ou la violence ». La loi attribue la responsabilité devant la loi à l'auteur et à quiconque l'aide à diffuser des informations considérées comme apologie du terrorisme, ce qui pourrait comprendre les propriétaires de sites internet et les fournisseurs d'accès à internet. Si cette loi a été conçue pour lutter contre le terrorisme, les autorités disposent

d'une grande latitude pour interpréter des termes comme « sûreté nationale » ou « ordre public » aux termes du Code pénal. Le ministère public peut requérir des amendes jusqu'à 200 000 dirhams (21 000 dollars É.-U.) pour la publication sur internet de contenu considéré comme nuisible à l'ordre public, et l'amende maximale prévue pour outrage à l'armée est de 500 000 dirhams (52 000 dollars É.-U.). Les propos répréhensibles sur internet qui ont trait à la monarchie, à l'islam et au Sahara occidental ou menacent la sécurité nationale sont passibles de peines de prison de deux à six ans.

### **Liberté d'accès à internet**

Les pouvoirs publics n'ont pas perturbé l'accès à internet, mais ils ont appliqué la législation régissant et limitant l'expression publique et la presse sur internet. Le Code de la presse dispose que le journalisme en ligne est équivalent à la presse écrite. Les lois sur la lutte contre le terrorisme permettent au gouvernement de filtrer les sites Web. Selon le rapport de 2020 de Freedom House, *Freedom on the Net* (La liberté sur internet), le gouvernement n'a ni bloqué ni filtré de sites Web politiques, sociaux ou religieux au cours de l'année. Des membres des forces de sécurité ont néanmoins exercé des pressions sur des militants afin que ces derniers suppriment du contenu sensible. Le même rapport constate également une recrudescence de médias en ligne pro-gouvernement qui publient des informations mensongères et diffamatoires sur les dissidents. Selon ce rapport, dans certains cas, des blogueurs ont été arrêtés ou incarcérés pour du contenu que le gouvernement considérait comme sensible sur le plan politique. Les médias sociaux et les services de communication, dont YouTube, Facebook et Twitter, étaient disponibles dans le pays, tout comme les services internationaux d'hébergement de blogs. Freedom House a cependant affirmé que le versement inéquitable de l'argent pour la publicité, une autocensure stricte et les procès en cours de journalistes ont empêché l'environnement médiatique en ligne de prospérer. Selon le gouvernement, les fonds destinés à la publicité proviennent du secteur privé et non du secteur public. Le gouvernement a aussi rappelé à maintes reprises aux journalistes en ligne qu'ils devaient obéir à la loi. Les pouvoirs publics ont aussi poursuivi en justice des personnes pour avoir exprimé certains points de vue idéologiques en ligne, particulièrement ceux qui avaient trait aux manifestations dans la région du Rif au nord du pays.

Selon Freedom House, de nombreux comptes Twitter et Facebook ont été créés, manifestement dans le but de harceler, d'intimider et de menacer les militants qui critiquent les autorités. Les militants pensaient que ces commentateurs pro-gouvernement avaient également un accès direct ou indirect aux outils de

surveillance car ils se sont souvent procuré des informations sur d'autres utilisateurs.

De nombreux contributeurs travaillant pour des organes de presse en ligne et de nombreux organes de presse en ligne eux-mêmes n'étaient pas accrédités et leurs publications n'étaient donc pas couvertes par les dispositions du Code de la presse. Ils étaient toujours sous le coup des dispositions de la loi sur la lutte contre le terrorisme et du Code pénal, qui autorisent les autorités à emprisonner et imposer des sanctions financières à toute personne violant les restrictions portant sur la diffamation, la calomnie et les insultes.

Le 27 avril, une fuite a révélé l'existence d'un projet de loi qui limiterait les commentaires appelant à des boycotts d'entreprises sur les réseaux sociaux. Les éléments de langage du texte ont rapidement été critiqués de toutes parts par la société civile, si bien que le ministère de la Justice a retiré le texte le 3 mai et entamé des consultations avec le CNDH et la société civile sur cette proposition de loi. Le 12 mai, lors d'une visioconférence sur le thème des droits de l'homme, Amina Bouayach, présidente du CNDH, a qualifié le projet de loi de considérablement « suranné » et d'« inadapté pour le Maroc », et réitéré la position du CNDH sur la liberté d'expression sur internet : considérer les réseaux sociaux comme « un incubateur des libertés ».

Selon plusieurs ONG, le gouvernement a fréquemment piraté les comptes de journalistes citoyens et blogueurs sahraouis sur les réseaux sociaux.

### **Liberté d'enseignement et manifestations culturelles**

La loi confère au gouvernement le droit de criminaliser les discours ou débats remettant en cause la légitimité de l'islam, celle de la monarchie, les institutions de l'État et le statut du Sahara occidental. Elle impose des limites concernant les manifestations culturelles et les activités universitaires, même si les pouvoirs publics accordaient généralement davantage de latitude au militantisme politique et religieux s'il restait à l'intérieur des campus universitaires. Le ministère de l'Intérieur approuve la nomination des recteurs d'universités.

### **b. Libertés de réunion et d'association pacifiques**

Le gouvernement a limité la liberté de réunion et d'association pacifiques.

### **Liberté de réunion pacifique**

La loi prévoit le droit de réunion pacifique. D'une manière générale, le gouvernement a permis la tenue de manifestations pacifiques autorisées ou non. Légalement, les groupes de plus de trois personnes doivent obtenir l'autorisation du ministère de l'Intérieur pour manifester publiquement. Certaines ONG se sont plaintes que le gouvernement se servait de retards administratifs et d'autres méthodes pour décourager des réunions pacifiques indésirables. Les forces de sécurité sont intervenues dans certains cas pour disperser des manifestations autorisées ou non lorsque les pouvoirs publics jugeaient qu'elles constituaient des menaces à l'ordre public. Amnesty International a signalé qu'il continuait d'exister des restrictions arbitraires des droits de réunion et d'association pacifiques, en particulier pour les individus qui militent pour l'indépendance du Sahara occidental.

Plusieurs organisations indépendantistes et certaines ONG de défense des droits de l'homme au Sahara occidental ont signalé que ces dernières années, le nombre de demandes de permis pour organiser des manifestations avait baissé parce que la police les accordait rarement. La plupart du temps, les organisateurs tenaient tout de même les manifestations prévues malgré l'absence d'autorisation et aucune différence ne se faisait ressentir dans la réaction des forces de l'ordre entre les manifestations autorisées ou pas. Selon plusieurs ONG locales, les affrontements violents entre les forces de l'ordre et les manifestants étaient moins fréquents qu'au cours des années précédentes, bien que ces derniers aient parfois été dispersés dans la violence. Les pratiques des forces de sécurité étaient similaires à celles du Maroc internationalement reconnu, mais il y a eu souvent, au Sahara occidental, un nombre plus élevé de forces de sécurité par rapport aux manifestants.

Le 23 mars, le gouvernement a mis en œuvre un décret royal relatif à l'état d'urgence sanitaire, rendant la violation des mesures de confinement prises par les autorités publiques passible d'un à trois mois d'emprisonnement, d'une amende pouvant aller jusqu'à 1 240 dirhams (130 dollars É.-U.) ou les deux. Le décret prévoit également des peines allant jusqu'à un an d'emprisonnement pour quiconque se livre à des activités de désinformation sur la COVID-19 sur les réseaux sociaux ou dans les médias. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, les forces de sécurité « ont eu recours à une force excessive pour forcer la population à respecter les confinements et les couvre-feu ». Selon un rapport d'Amnesty International paru en juin, 91 623 individus ont été poursuivis entre mars et mai pour non-respect de l'état d'urgence. Une déclaration officielle publiée le 22 mai par le parquet faisait état de 588 personnes toujours en détention pour non-respect de l'état d'urgence.

Des ONG se sont plaintes que les autorités n'appliquaient pas de façon cohérente la procédure d'autorisation des manifestations et utilisaient les retards administratifs et d'autres méthodes pour décourager des réunions pacifiques indésirables. Le *Rapport mondial 2020* de HRW a mis en lumière des cas d'ingérence dans des associations qui avaient critiqué le roi et dans des manifestations organisées par l'AMDH. La police a autorisé de nombreuses manifestations exigeant des réformes politiques et protestant contre l'action du gouvernement, mais a souvent dispersé des manifestations pacifiques, arrêté des manifestants et des organisateurs de manifestations ou empêché des manifestations d'avoir lieu. Selon le gouvernement, environ 4 400 manifestations ont eu lieu entre janvier et juillet. Si la majorité des manifestations s'est déroulée de manière pacifique, à plusieurs occasions, des violences ont éclaté entre les manifestants et la police.

D'une manière générale, les forces de sécurité étaient présentes, en uniforme ou en civil, lors des manifestations, surtout si elles portaient sur des questions sensibles. Les agents avaient en général reçu l'ordre d'observer et de ne pas intervenir, à moins que la manifestation devienne houleuse, menace des passants ou envahisse les autoroutes. Dans ces cas, selon les instructions permanentes, les agents devaient faire trois sommations pour prévenir la foule qu'ils allaient utiliser la force si elle ne se dispersait pas. Les forces de sécurité tentaient alors d'obliger les manifestants à quitter les lieux, utilisant leurs boucliers anti-émeutes pour pousser les manifestants debout jusqu'à l'endroit prévu ou portant les manifestants assis jusqu'à cet endroit.

Les tactiques des forces de sécurité n'étaient guère différentes que les manifestations soient autorisées ou non, mais la décision d'intervenir dépendait quelquefois du caractère autorisé ou non de la manifestation en question. Selon le gouvernement, si les agents interviennent lors d'une manifestation, un agent de la police judiciaire ne prenant pas part à l'intervention, et sous la supervision du procureur général, doit produire une déclaration documentant les circonstances de l'affaire, le nombre de victimes et les dégâts matériels causés par l'opération. Cet agent doit soumettre la déclaration au bureau du procureur général avec copie au gouverneur de la juridiction territoriale où l'incident s'est produit. Pendant l'année, le gouvernement a organisé des formations continues à la gestion des foules fondée sur les droits de l'homme.

En février, le CNDH a publié un rapport sur l'action des forces de sécurité pour disperser les manifestations du mouvement Hirak en 2017, lequel validait dans

l'ensemble l'action de la police, faisant valoir que les manifestations étaient devenues de plus en plus violentes. Des ONG et le CNDH ont continué à assurer le suivi des prisonniers du mouvement HIRAK dans le Rif, condamnés par la cour d'appel de Casablanca en avril 2019.

Le 28 janvier, deux participants à « La Philosophie dans la rue », une manifestation défendant la liberté d'expression, ont été arrêtés puis relâchés à Rabat. Selon les organisateurs de l'événement, c'était la première fois que des membres du groupe avaient été arrêtés dans le cadre d'une réunion publique. Le 22 juillet, l'un des deux militants a été poursuivi pour ivresse sur la voie publique et condamné à 500 dirhams (50 dollars É.-U.) d'amende.

Entre janvier et juillet, les commissions régionales du CNDH à Laâyoune et à Dakhla ont observé 24 manifestations. Les forces de sécurité ont dispersé plusieurs manifestations de force, et des affrontements ont fait des blessés des deux côtés.

En juillet, une association de migrants a pris attache avec la commission de la CNDH à Laâyoune à propos d'un affrontement entre des agents des forces de l'ordre et un groupe de 78 migrants originaires d'Afrique subsaharienne en situation irrégulière ; détenus dans un centre d'accueil, ils auraient tenté de le quitter sans autorisation. La commission s'est rendue sur les lieux de l'affrontement et a observé les violences entre la police et le groupe d'immigrés. Ces derniers se sont précipités vers la sortie du centre d'accueil, tentant de violer l'état d'urgence sanitaire, et le policier présent sur place a tiré deux balles en caoutchouc en l'air en guise de sommation. Une troisième balle en caoutchouc a touché un migrant. La situation a été maîtrisée, mais un policier et quatre migrants ont été hospitalisés pour de légères contusions. La police judiciaire de Laâyoune a ouvert une enquête préliminaire.

### **Liberté d'association**

La Constitution et la loi garantissent la liberté d'association, bien que le gouvernement y ait parfois imposé des restrictions. Les autorités ont interdit ou n'ont pas reconnu certains groupes politiques d'opposition, jugeant qu'ils ne remplissaient pas les critères requis pour bénéficier du statut d'ONG. Le gouvernement ne restreint pas les sources de financement des ONG opérant dans le pays, mais celles qui en reçoivent un de sources étrangères doivent déclarer au gouvernement le montant versé et son origine dans les 30 jours suivant sa réception. Le gouvernement a refusé de reconnaître officiellement des ONG qu'il estimait militer contre l'islam comme religion d'État ou remettre en question la

légitimité de la monarchie ou l'intégrité territoriale du pays. Les pouvoirs publics ont fait obstacle à l'enregistrement de plusieurs associations perçues comme critiquant les autorités en refusant d'accepter leurs demandes d'enregistrement ou de leur délivrer des récépissés confirmant la réception de leur demande (voir section 5).

Selon Amnesty International, les autorités marocaines ont régulièrement rejeté les demandes d'enregistrement de groupes sahraouis de défense des droits de l'homme.

Le ministère de l'Intérieur exigeait que les ONG s'enregistrent avant d'être reconnues en tant qu'entités légales, mais il n'existait pas de registre national exhaustif à la disposition du public. Une organisation cherchant à obtenir un agrément doit au préalable présenter aux représentants locaux du ministère ses objectifs, ses statuts, son adresse et des photocopies des documents d'identité de ses membres. Les représentants locaux du ministère délivrent à l'organisation un récépissé qui fait office d'agrément officiel. Les organisations dépourvues de récépissé ne sont pas considérées comme officiellement enregistrées. Cependant, la loi accorde à toute association qui ne s'est pas vu refuser l'enregistrement et n'a pas reçu de récépissé dans un délai de 60 jours à compter de la production de la documentation requise le droit d'exercer ses activités. Ces mêmes organisations ont signalé d'importants délais dans les correspondances avec le ministère concernant la délivrance du récépissé.

Les organisations non enregistrées ne pouvaient pas obtenir de financement public ni accepter légalement de contributions. Le 13 février, un groupe d'organisations de défense des droits de l'homme s'est rassemblé pour dénoncer le refus du ministère de délivrer des récépissés d'enregistrement à certaines organisations actives dans le domaine des droits de l'homme. Selon ces organisations, ce refus est une violation de l'article cinq de la Loi 75, qui régit la liberté d'association. L'une d'entre elles, la Fédération marocaine des droits humains, a affirmé que cela faisait cinq ans que le ministère refusait de lui délivrer un récépissé.

Selon des informations parues dans les médias le 29 février, les autorités ont empêché une ONG de dispenser une formation sur les « mécanismes nationaux et internationaux de protection des militants des droits de l'homme » à Meknès. Les médias affirment que les autorités ont ordonné à l'hôtel censé accueillir l'activité de l'annuler. Selon le gouvernement, les autorités locales n'ont pas annulé l'événement, et ce serait l'hôtel qui aurait refusé d'accueillir l'événement car les organisateurs étaient incapables de produire les autorisations requises.

La Fédération nationale des associations amazighes, une organisation soutenant l'inclusion de la population amazighe (berbère) dans la vie publique, a signalé qu'au mois d'octobre, neuf associations amazighes qui s'étaient vu refuser leur enregistrement en 2017 se trouvaient dans la même situation cette année, y compris la fédération elle-même (voir section 6, Minorités nationales/raciales/ethniques).

L'association Justice et Charité, un mouvement islamiste sunnite qui réfute l'autorité spirituelle du roi, est restée interdite mais tolérée dans l'ensemble, bien que les autorités aient continué à surveiller ses activités.

En octobre 2019, les autorités locales ont rejeté la demande d'enregistrement d'une association pour la liberté de religion établie à Casablanca.

### **c. Liberté de religion**

Veillez consulter le *Rapport sur la liberté de religion dans le monde* du département d'État à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/religiousfreedomreport/>.

### **d. Liberté de mouvement et de circulation**

La loi accorde la liberté de circulation interne, de déplacement à l'étranger, d'émigration et de rapatriement et le gouvernement a généralement respecté ces droits, malgré des limitations dans les régions très agitées. Le gouvernement a refusé l'entrée dans le pays aux personnes qui, selon lui, en menaçaient la stabilité. Le gouvernement a continué de délivrer des documents de voyage à des Sahraouis et encouragé le retour des réfugiés sahraouis d'Algérie et d'autres pays à condition qu'ils reconnaissent la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental. Ceux qui souhaitent revenir doivent obtenir les documents de voyage ou d'identité requis auprès d'un consulat marocain à l'étranger, dans la plupart des cas en Mauritanie. Cependant, dans quelques cas, les autorités auraient empêché des Sahraouis de voyager.

Le 2 janvier, les autorités marocaines ont empêché des représentants d'ONG sahraouies de célébrer l'octroi du prix Right Livelihood Award 2019 à la militante Aminatou Haidar. Les autorités ont refusé aux militants l'accès au lieu de la célébration et forcé toutes les personnes présentes à quitter les locaux de l'Association sahraouie des victimes des violations graves des droits de l'homme commises par l'État marocain à El Ayoun.

Déplacements à l'intérieur du pays : Dans plusieurs cas, les autorités auraient refusé à des organisations et médias locaux et internationaux l'accès au Rif et aux régions de l'est du pays. Le gouvernement a cependant affirmé qu'aucune organisation internationale ou médiatique ne s'était vu refuser l'accès à la région du Rif.

#### **e. Statut et traitement des déplacés internes**

Sans objet.

#### **f. Protection des réfugiés**

Le gouvernement a coopéré avec le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires pour apporter protection et assistance aux réfugiés, aux réfugiés rapatriés, aux demandeurs d'asile et aux autres personnes en situation préoccupante. Il a également accordé une aide financière aux organisations humanitaires pour qu'elles fournissent des services sociaux aux migrants, y compris aux réfugiés.

Comme de coutume, le gouvernement s'en est remis au HCR comme seul organe dans le pays habilité à déterminer le statut de réfugié et à étudier les demandes d'asile. Le HCR transmettait les cas remplissant les conditions voulues à la Commission gouvernementale interministérielle chargée des auditions des demandeurs d'asile faisant partie du Bureau des réfugiés et des apatrides.

Maltraitance des migrants, des réfugiés et des apatrides : Les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants étaient particulièrement vulnérables aux abus. Les autorités marocaines ont poursuivi leur coopération avec celles de l'Espagne et de l'UE pour contrecarrer les réseaux de traite et arrêter les passeurs. La baisse des activités de passage clandestin à destination de l'Europe et de traite des personnes a coïncidé avec le renforcement des contrôles aux frontières pendant la pandémie de COVID-19.

Les antennes régionales du CNDH auraient reçu plusieurs plaintes relatives aux droits des migrants. Selon certains signalements, les autorités gouvernementales arrêtaient des migrants ou les plaçaient en détention, particulièrement dans les environs des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, pour les réinstaller de force dans d'autres villes du pays afin de les dissuader d'entrer illégalement sur le territoire espagnol. La semaine du 14 février, plusieurs ONG ont accusé les

autorités d'éloigner de force des groupes de migrants des zones côtières et voisines des enclaves espagnoles pour les emmener vers le sud du pays. Selon une ONG, les services de sécurité auraient déplacé environ 10 000 migrants originaires d'Afrique subsaharienne du nord au sud du pays et reconduit quelque 3 000 autres migrants guinéens, maliens ou camerounais vers leur pays d'origine. Le gouvernement a affirmé que le retour des ressortissants tiers vers leur pays d'origine était coordonné avec les autorités diplomatiques qui avaient approuvé leur départ et délivré la documentation requise (voir section 2.f., Solutions durables).

Selon une déclaration de l'ONG internationale AlarmPhone dans les médias le 10 février, le Maroc aurait reconduit un migrant yéménite en Algérie à la mi-septembre 2019.

Droit d'asile : La loi prévoit l'octroi du statut de réfugié. Le gouvernement accorde l'asile aux réfugiés désignés conformément au statut du HCR. Les autorités ont continué d'accorder des cartes de réfugiés à des demandeurs d'asiles reconnus par le HCR et un statut temporaire aux Syriens enregistrés. Il y avait 1 363 réfugiés enregistrés dans le pays et six demandeurs d'asile.

Accès aux services de base : Les réfugiés et les migrants reconnus comme tels ont généralement eu le droit de travailler et accès aux services de santé et éducatifs, y compris aux programmes de formation professionnelle financés par le secteur public. Les demandes au nom des femmes et des enfants étaient automatiquement approuvées et donnaient accès immédiat aux services de santé et d'éducation. Les demandeurs d'asile, en revanche, étaient parfois dans l'incapacité d'accéder au système national de santé et ils continuaient à avoir un accès limité au système judiciaire tant qu'ils n'avaient pas été reconnus comme réfugiés.

Solutions durables : Le gouvernement a facilité les retours volontaires en coopération avec le HCR et, lorsque cela s'est avéré nécessaire, la réinstallation de réfugiés reconnus dans des pays tiers. Depuis 2004, le gouvernement et l'Organisation internationale pour les migrations ont financé conjointement le retour volontaire de migrants dans leur pays d'origine. Le gouvernement a déclaré avoir aidé quelque 2 000 migrants à retourner dans leur pays d'origine à titre volontaire entre janvier 2019 et mars 2020.

Protection temporaire : Le gouvernement a également fourni une protection temporaire à des personnes ne pouvant pas être reconnues comme étant des réfugiés. Les Syriens et les Yéménites ont bénéficié d'un programme de

« régularisation exceptionnelle » en dehors du programme plus permanent de régularisation des migrants.

### **Section 3. Liberté de participer au processus politique**

Le Maroc est une monarchie constitutionnelle dans laquelle le pouvoir ultime revient au roi Mohammed VI, qui préside le Conseil des ministres. Il partage l'autorité exécutive avec le chef du gouvernement (le Premier ministre). Selon la Constitution, le roi nomme le chef du gouvernement au sein du parti ayant remporté la majorité des sièges au parlement, et il approuve les membres du gouvernement nommés par le chef du gouvernement.

La loi prévoit à des élections libres et régulières, au suffrage universel et égal et à bulletin secret à la Chambre des représentants du Parlement et aux conseils municipaux et régionaux, et les citoyens ont exercé ce droit. Les organes régionaux et professionnels élisaient au suffrage indirect les membres de la Chambre des conseillers du Parlement, moins puissante.

#### **Élections et participation au processus politique**

Élections récentes : En 2016, le pays a organisé des élections au suffrage direct pour élire les membres de la Chambre des représentants (la chambre basse plus puissante du Parlement). Les principaux partis politiques et des observateurs locaux ont considéré ces élections comme libres, justes et transparentes. Les observateurs internationaux les ont jugées crédibles, notant que les électeurs étaient en mesure de choisir librement et que le processus était exempt d'irrégularités systémiques. Comme le dispose la Constitution, le roi a chargé le Parti de la justice et du développement, qui avait remporté la majorité des sièges à la Chambre nouvellement élue, de constituer une coalition gouvernementale et de nommer les ministres.

Partis politiques et participation au processus politique : Un parti politique ne peut pas légalement remettre en question l'islam en tant que religion d'État, l'institution monarchique ou l'intégrité territoriale du pays. La loi interdit qu'un parti soit fondé sur une identité religieuse, ethnique ou régionale.

Participation des femmes et des membres de minorités : Il n'existe pas de lois limitant la participation des femmes et des minorités au processus politique, et celles-ci y ont participé activement. Les électeurs ont élu un nombre sans précédent de femmes lors des élections de 2016, même si très peu d'entre elles ont été par la

suite nommées à des postes de leadership comme ministres ou présidentes de commissions parlementaires.

#### **Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement**

La loi impose des sanctions pénales dans les affaires de corruption dans la fonction publique mais le gouvernement n'a pas, dans l'ensemble, appliqué la loi efficacement. Des responsables publics se sont parfois livrés à des pratiques de corruption en toute impunité. On a signalé des cas de corruption au sein des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire au cours de l'année.

Corruption : En général, les observateurs ont considéré que la corruption posait un problème continu, les contrôles de la part du gouvernement étant insuffisants pour en réduire la fréquence. Certaines sources ont fait état de petite corruption au sein du gouvernement.

L'Instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption (INPPLC) a la responsabilité de la lutte contre la corruption. Outre l'INPPLC, le ministère de la Justice et l'Institution supérieure de contrôle des finances publiques (Cour des comptes) avaient compétence sur les affaires de corruption, et cette dernière a le pouvoir de mener des enquêtes.

Le ministère de la Justice offrait un numéro vert pour permettre au public de dénoncer des cas de corruption. Au mois d'août, le gouvernement avait recensé 9 550 appels au numéro vert pour des allégations de corruption, ayant abouti à 39 affaires judiciaires au cours de l'année. Selon le gouvernement, toutefois, 90 % des appels concernaient des questions sur des affaires de corruption actuellement devant les tribunaux et non des nouveaux signalements de corruption. Le cabinet du Procureur général a recensé 950 appels de particuliers à son numéro vert anticorruption au cours de l'année et fait état de 16 affaires ayant abouti à des condamnations pour les responsables impliqués.

En janvier, un scandale d'achat de diplômes impliquant l'Université Abdelmalek Essaâdi à Tétouan a été révélé. Le président de l'université a déclaré qu'il s'agissait d'un cas isolé et ouvert une enquête interne. Le procureur de l'affaire a indiqué que plusieurs centaines de diplômes avaient été délivrés frauduleusement.

Le 5 février, un tribunal à Marrakech a condamné Khalid Ouaya à 10 ans d'emprisonnement et 1 million de dirhams d'amende pour avoir reçu des pots-de-vin dans le cadre de transactions immobilières. Il purgeait sa peine

d'emprisonnement en attendant son procès en appel. Le 5 mars, les médias ont révélé l'existence d'un système de collusion impliquant juges, procureurs, greffes et huissiers du tribunal de première instance de Casablanca, représentants légaux de créanciers publics et privés et prestataires, lesquels avaient intenté des milliers de procès contre des particuliers à leur insu. Le cabinet du Procureur général aurait ouvert une enquête, laquelle était encore en cours à la fin de l'année.

Les pouvoirs publics ont déclaré mener des enquêtes sur des affaires de corruption et d'autres cas de malversation de la police par le biais d'un mécanisme de contrôle interne. Les organisations internationales et nationales de défense des droits de l'homme ont toutefois affirmé que les autorités avaient rejeté de nombreuses plaintes pour exactions et se fondaient uniquement sur les versions des événements fournies par la police.

La police judiciaire a enquêté sur les allégations, y compris à l'encontre des forces de sécurité, et elle a informé le tribunal de ses conclusions. Les dossiers restaient parfois bloqués pendant les phases de l'instruction ou du procès. En septembre, le gouvernement a signalé 45 affaires où il y avait suffisamment de preuves à charge pour démontrer que des policiers s'étaient livrés à la corruption, à l'extorsion de fonds, à des ententes avec des trafiquants de drogues ou au détournement d'objets saisis. 16 policiers auraient reçu des sanctions disciplinaires en lien avec ces affaires.

Déclaration de situation financière : La loi exige des juges, des ministres et des membres du Parlement qu'ils communiquent une déclaration de situation financière à la Cour des comptes qui est chargée du contrôle et de la vérification de la conformité à cette exigence. Toutefois, selon des groupes d'action plaidant pour la transparence dans l'administration, nombreux sont les responsables publics qui ne soumettaient pas ces déclarations. Il n'est pas prévu de sanctions pénales ou administratives efficaces en cas de non-respect de cette exigence.

### **Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales sur les violations présumées des droits de l'homme**

Divers groupes nationaux et internationaux de défense des droits de l'homme ont mené des enquêtes et publié leurs conclusions sur des affaires liées aux droits de l'homme ; toutefois, la réceptivité des pouvoirs publics aux organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme, leur coopération avec elles et les restrictions qu'ils leur ont imposées ont varié en fonction de leur

évaluation de l'orientation politique de l'organisation et du caractère sensible des questions soulevées.

Le gouvernement n'a pas approuvé les appels de l'AMDH à enregistrer plusieurs de ses antennes régionales pendant l'année. L'organisation a régulièrement eu des difficultés à renouveler l'enregistrement de ses bureaux.

Pendant l'année, des militants et des ONG ont signalé que leurs activités continuaient de faire l'objet de restrictions dans le pays (voir section 2.b., Liberté d'association). Selon le gouvernement, les organisations enregistrées sont autorisées à se réunir dans leur siège établi, mais toute réunion tenue hors de cet espace, y compris dans des établissements privés, est considérée comme étant dans un espace public et requiert l'autorisation du ministère de l'Intérieur. Des organisations ont déclaré que des représentants des pouvoirs publics les avaient informées que leurs activités avaient été annulées parce qu'elles n'avaient pas suivi la procédure requise pour l'organisation de réunions publiques, alors qu'elles affirmaient avoir présenté les documents nécessaires ou pensé que la loi ne l'exigeait pas.

Certaines ONG non reconnues qui ne coopéraient pas officiellement avec le gouvernement communiquaient néanmoins, de façon informelle, des informations aux organismes gouvernementaux ainsi qu'à des organismes parapublics.

Organisation des Nations Unies ou autres instances internationales : Le gouvernement marocain a coopéré avec les Nations Unies et autorisé les visites demandées.

Néanmoins, en septembre, le Secrétaire général de l'ONU a appelé l'État et les autres parties à remédier aux problèmes de droits de l'homme existants et à améliorer leur coopération avec le HCDH. Le rapport a constaté une détérioration de la situation des droits de l'homme dans le Sahara occidental du fait de la COVID-19, notamment en ce qui concerne les droits économiques et sociaux.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : Le CNDH est une institution nationale de défense des droits de l'homme établie par la Constitution, qui fonctionne indépendamment du gouvernement élu. Il est financé par des deniers publics et fonctionne conformément aux Principes de Paris selon l'Alliance mondiale des institutions nationales de défense des droits de l'homme. Le Conseil a joué le rôle d'observatoire national des droits de l'homme pour la prévention de la torture. Le CNDH supervise l'Institut national de formation aux droits de

l'homme, qui a coopéré avec des organisations internationales pour former la société civile, les médias, les forces de l'ordre, le personnel médical, le personnel enseignant et les juristes.

Par l'intermédiaire de ses bureaux régionaux à Dakhla et Laâyoune, le CNDH a continué à se livrer à tout une série d'activités, dont : surveillance de manifestations, visites de prisons et de centres médicaux et organisation d'activités de renforcement des capacités pour différentes parties prenantes. Il a également entretenu un contact avec des ONG non enregistrées. Par ailleurs, il a parfois enquêté sur des affaires traitées par ces ONG, surtout celles qui avaient attiré l'attention de la communauté internationale par le biais des médias ou d'internet.

L'institution du Médiateur a joué le rôle de médiateur général. Elle examinait les allégations relatives aux injustices commises par le gouvernement et avait compétence pour effectuer des enquêtes et des demandes de renseignements, proposer des mesures disciplinaires ou déférer des affaires au Parquet.

La mission de la Délégation interministérielle aux droits de l'homme (DIDH), qui relève du ministre d'État chargé des droits de l'homme, consiste à promouvoir la protection des droits de l'homme dans tous les ministères, à servir d'interlocuteur gouvernemental auprès des ONG nationales et internationales, et à prendre en charge les relations avec les organes concernés des Nations Unies au sujet des obligations internationales en matière de droits de l'homme. La DIDH coordonne les réponses du gouvernement aux organes de l'ONU sur le respect des obligations découlant des traités et fait office d'organe consultatif principal du roi et du gouvernement sur les droits de l'homme. Pendant l'année, la DIDH a supervisé le lancement du *Plan d'action national en matière de démocratie et des droits de l'homme* (PANDDH), adopté par le Parlement en 2017 et promulgué par le roi en 2019. Le PANDDH comprend plus de 400 mesures visant à renforcer la démocratie, la gouvernance, les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux ainsi que des réformes des cadres institutionnel et juridique.

## **Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes**

### **Femmes**

Viol et violences familiales : La loi sanctionne les personnes coupables de viol par des peines de prison de cinq à 10 ans et, lorsque la victime est mineure, de 10 à 20 ans. Le viol conjugal n'est pas puni par la loi. Les nombreux articles du Code pénal traitant du viol perpétuent l'inégalité du traitement des femmes et ne leur

offrent pas une protection suffisante. Une loi de 2018 définit un cadre juridique plus solide pour protéger les femmes contre la violence, le harcèlement sexuel et les abus. Aux termes de celle-ci, une condamnation pour agression sexuelle peut entraîner une peine de six mois à cinq ans d'emprisonnement assortis d'une amende. Les auteurs d'insultes et de diffamation sexistes sont passibles de 60 000 dirhams d'amende pour insultes et de 120 000 dirhams pour diffamation (6 300 à 12 600 dollars É.-U.) Les chefs d'accusations pour insultes et diffamation d'ordre général demeurent dans le Code pénal. Une réforme légale adoptée en mars impose à la DGSN, au cabinet du Procureur général, à la Cour de cassation et aux ministères de la Santé, de la Jeunesse et de la Femme de se doter d'unités spécialisées qui se coordonnent pour le traitement des affaires de violences faites aux femmes. À la fin de l'année 2019, la police judiciaire déclarait avoir ouvert des unités de réponse aux violences sexistes dans 132 commissariats partout dans le pays. Ces unités spécialisées reçoivent et traitent les affaires de violences sexistes et proposent aux victimes un accompagnement psychologique ainsi que d'autres services. Dans les 440 commissariats où une unité de réponse aux violences sexistes n'a pas encore été créée, un fonctionnaire de police ordinaire est affecté au traitement de ces affaires.

En janvier, l'Union nationale des femmes du Maroc (UNFM) a lancé une plateforme en ligne pour soutenir les victimes de violences familiales. Cette plateforme offrait aux victimes un accès à un avocat, à un réseau de recherche d'emploi et à un réseau d'accompagnement social. L'UNFM a également mis à la disposition des victimes de violences familiales des logements temporaires et des services de formation professionnelle.

Plus tard dans l'année, la pandémie de COVID-19 s'est accompagnée d'une recrudescence de violences familiales en raison des mesures de confinement. Le gouvernement et les ONG ont élargi leurs programmes et leurs activités d'assistance aux survivants de violences familiales pour leur fournir accueil, assistance et accompagnement. Selon le parquet, au premier semestre, le gouvernement a pris des mesures de protection comme la mise en place de centres d'accueil pour les victimes de violences familiales. Le 28 mai, le gouvernement a adopté une loi créant un registre national des programmes d'accompagnement social à l'intention des femmes et des enfants. Plusieurs ONG ont adapté leurs services aux victimes de violences familiales en leur fournissant des lignes d'écoute, des centres d'accueil, des ressources, un accompagnement et une aide juridique.

Toutefois, il a été signalé qu'ils n'étaient pas accessibles aux personnes en situation de handicap. Les tribunaux disposaient de « cellules de prise en charge des victimes » rassemblant procureurs, avocats, juges, représentants d'ONG de femmes et personnel hospitalier, pour examiner les affaires de violences familiales et de maltraitance d'enfants afin de servir au mieux les intérêts des femmes et des enfants.

Selon des ONG locales, les victimes ne dénonçaient pas la grande majorité des agressions sexuelles à la police à cause des pressions sociales et du fait que la société tiendrait vraisemblablement la victime comme responsable. Certaines victimes d'agression sexuelle ont également affirmé que des policiers leur avaient refusé le droit de porter plainte ou les avaient contraintes à verser un pot-de-vin pour déposer plainte sous peine de les mettre en examen pour relations sexuelles consenties hors mariage, un délit passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à un an. La police a mené des enquêtes de façon sélective ; parmi le petit nombre des affaires jugées, rares étaient celles qui débouchaient sur une condamnation.

La loi ne définit pas spécifiquement la violence familiale contre les femmes et les mineurs, mais les interdictions d'ordre général du Code pénal s'appliquent à ce type de violence. Légalement, il y a délit grave lorsque la victime souffre de blessures qui entraînent 20 jours d'incapacité de travail. Il y a délit mineur lorsque l'incapacité de travail est inférieure à 20 jours. Selon des ONG, les tribunaux poursuivaient rarement les auteurs de délits mineurs. La police n'intervenait pas rapidement dans les affaires de violence familiale et les pouvoirs publics n'appliquaient généralement pas la loi et renvoyaient parfois les femmes de force dans un foyer violent. La police traitait généralement la violence familiale comme un problème social plutôt que pénal. La violence physique était un motif légal de divorce, bien que peu de femmes aient dénoncé ces violences aux autorités.

Le 21 janvier, selon les médias, 20 suspects auraient enlevé une fille de 17 ans du nom d'Oumaima dans le quartier de Moulay Rachid, situé à Casablanca. Ils l'auraient violée et molestée en bande pendant 25 jours avant qu'elle réussisse à convaincre un ami des violeurs de l'aider à s'échapper. Selon la mère de la victime, les auteurs l'ont forcée à ingérer des substances toxiques lorsqu'elle était séquestrée afin de tenter de la tuer. La jeune fille a été hospitalisée après son évasion. Selon une ONG, trois suspects sur 20 ont été arrêtés et deux d'entre eux ont été libérés sous caution.

En février, la cour d'appel de Rabat a condamné à mort l'homme qui avait violé et tué Hanane Al Iraki en été 2019. Le principal accusé a été reconnu coupable de meurtre avec préméditation le 10 février. Six complices du crime ont été condamnés à cinq ans de prison chacun. Cette condamnation a clos cette affaire, qui avait éclaté au grand jour en juillet 2019 après la publication d'une vidéo du crime sur internet.

Harcèlement sexuel : Avant l'adoption de la loi contre les violences faites aux femmes en 2018, le harcèlement sexuel n'était une infraction pénale que s'il était commis par un supérieur sur le lieu de travail. Aux termes de la loi de 2018, c'est une infraction passible de jusqu'à six mois de prison et d'une amende allant jusqu'à 10 000 dirhams (1 000 dollars É.-U.) si elle a lieu dans un espace public ou par insinuation par SMS, enregistrements sonores ou images. Dans les cas où la personne qui harcèle est un collègue de travail, un superviseur ou un officiel de la sécurité, la peine est doublée. Les peines de prison et les amendes sont aussi doublées dans les cas où un conjoint, un ancien conjoint, un fiancé ou un membre de la famille se livre à l'acte de harcèlement, à la violence physique ou à des abus ou à un mauvais traitement ou viole une injonction d'interdiction ou si le crime est perpétré contre un mineur. Les autorités n'ont pas appliqué efficacement les lois contre le harcèlement sexuel dans le passé. Des représentants de la société civile ont déclaré n'avoir constaté aucun effort du gouvernement pour appliquer la loi de 2018 ou pour proposer au personnel judiciaire et aux forces de l'ordre des formations sur cette loi.

Pressions en matière de contrôle démographique : Il n'a pas été fait état d'avortements ou de stérilisations forcés pratiqués par les autorités publiques.

Discrimination : La Constitution accorde aux femmes des droits égaux à ceux des hommes dans la vie civile, politique, économique et culturelle et dans le domaine de l'environnement, mais la loi favorise les hommes dans les questions de propriété et de succession. De nombreux problèmes liés à la discrimination à l'encontre des femmes ont perduré, tant en matière d'imposition de l'égalité des droits prévus par la législation et la Constitution que de limitation des droits accordés aux femmes en matière de succession.

Aux termes de la loi, les femmes ont droit à une part des biens hérités, mais leur part est inférieure à celle des hommes. En général, les femmes sont en droit de recevoir la moitié de l'héritage que recevrait un homme dans les mêmes circonstances. Un homme fils unique recevrait la totalité du patrimoine alors

qu'une femme fille unique recevrait la moitié de l'héritage et d'autres parents l'autre moitié.

En 2019, le gouvernement a réformé la structure et l'administration des terres communales ; les femmes peuvent désormais hériter et posséder ces terres.

Le Code de la famille confie les responsabilités familiales conjointement aux deux époux, autorise le divorce par consentement mutuel et impose des limites juridiques à la polygamie. L'application des réformes du droit de la famille a continué à poser un problème. Le pouvoir judiciaire manquait de volonté pour veiller à leur application car de nombreux magistrats n'en approuvaient pas les dispositions. La corruption parmi les greffiers des tribunaux et le manque de connaissance des avocats concernant les dispositions du Code ont également constitué des obstacles à l'application de la loi.

La loi exige que soit versé un salaire égal pour un travail égal, mais ce n'était pas le cas dans la pratique.

## **Enfants**

Enregistrement des naissances : La loi autorise les deux parents à transmettre leur nationalité à leurs enfants. Elle dispose que tous les enfants ont un statut civil, quel que soit leur statut familial. Il y a eu toutefois des cas où les autorités ont refusé d'accorder des documents d'identité à des enfants nés de parents non mariés, notamment dans des régions rurales ou dans des cas de mères peu éduquées qui ignoraient leurs droits.

Maltraitance d'enfants : Des ONG, groupes des droits de l'homme, organes de presse et l'UNICEF ont affirmé que la maltraitance d'enfants était très répandue. Selon le gouvernement, en 2019, 6 399 individus ont fait l'objet d'enquêtes pour des infractions pénales associées à 5 699 cas signalés de maltraitance d'enfants. Les poursuites judiciaires pour maltraitance d'enfants ont été extrêmement rares. Certaines ONG dans le domaine des droits des enfants se sont montrées préoccupées par l'absence de législation pour poursuivre les affaires d'inceste.

Le 28 juillet, le tribunal de première instance de Taroudant a condamné un enseignant du nom de Boujemaâ Dahman à six mois de prison, quatre mois de prison avec sursis et une amende pour avoir battu une élève de huit ans.

Mariages d'enfants, mariages précoces et mariages forcés : L'âge légal du mariage est fixé à 18 ans, mais les parents, avec le consentement informé de l'enfant mineur, peuvent obtenir une dérogation auprès d'un juge. Selon une déclaration du cabinet du Procureur général en juillet, les autorités judiciaires ont approuvé 2 334 demandes en 2019. Dans le cadre du PANDDH, le CNDH a mené une campagne nationale de sensibilisation contre le mariage de mineurs.

Exploitation sexuelle des enfants : L'âge du consentement à une relation sexuelle est de 18 ans. La loi interdit l'exploitation sexuelle commerciale des enfants, leur vente, leur offre ou leur racolage à des fins de prostitution et les pratiques liées à la pédopornographie. L'exploitation sexuelle des enfants est passible au pénal de peines allant de deux ans de prison à la réclusion à perpétuité et d'amendes de 9 550 à 344 000 dirhams marocains (1 000 à 36 100 dollars É.-U.)

Veillez consulter également les *Conclusions du département du Travail sur les pires formes de travail des enfants*, à l'adresse suivante : <https://www.dol.gov/agencies/ilab/resources/reports/child-labor/findings>.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le pays est partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Veuillez consulter le rapport du département d'État intitulé *Annual Report on International Parental Child Abduction* (Rapport annuel sur les enlèvements parentaux internationaux d'enfants - en anglais seulement) à l'adresse suivante : <https://travel.state.gov/content/travel/en/International-Parental-Child-Abduction-for-providers/legal-reports-and-data.html>.

## **Antisémitisme**

La Constitution reconnaît la communauté juive comme faisant partie de la population du pays et garantit à chaque personne la liberté de « pratiquer ses affaires religieuses ». Selon les dirigeants communautaires, la population juive s'élèverait à 3 500 personnes. Dans l'ensemble, il semblait y avoir peu d'antisémitisme manifeste et les Juifs vivaient généralement en sécurité.

## **Traite des personnes**

Veillez consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : [www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/](http://www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/).

## **Personnes en situation de handicap**

La loi interdit la discrimination à l'encontre des personnes en situation de handicap dans les domaines de l'emploi, de l'éducation et de l'accès aux soins de santé. Elle prévoit également des règlements et des Codes du bâtiment qui assurent l'accès des personnes en situation de handicap. Le gouvernement n'a pas veillé efficacement à l'imposition ou à l'application de ces lois et réglementations. Tandis que les Codes du bâtiment entrés en vigueur en 2003 exigent la mise en accessibilité pour tous, ils en dispensent la plupart des structures préexistantes et étaient rarement appliqués aux nouvelles constructions. La plupart des transports en commun n'étaient pas accessibles aux personnes en situation de handicap, même si les chemins de fer nationaux étaient équipés de rampes d'accès pour fauteuils roulants, de toilettes accessibles et de sièges réservés. La politique du gouvernement garantit aux personnes en situation de handicap un accès égal à l'information et aux communications. Il y avait peu de dispositifs de communication spéciaux disponibles pour les personnes porteuses d'un handicap auditif ou visuel.

En mars, des groupes de défense des droits des personnes en situation de handicap ont signalé que le numéro d'appel COVID-19 du gouvernement n'était pas accessible aux personnes en situation de handicap.

Chargé de protéger les droits des personnes en situation de handicap, le ministère de la Famille, de la Solidarité, de l'Égalité et du Développement social a tenté d'assurer leur intégration dans la société en faisant respecter un quota de 7 % de personnes porteuses de handicap dans la formation professionnelle dans le secteur public et de 5 % dans le secteur privé. Mais ces quotas étaient loin d'être atteints dans ces deux secteurs. Le gouvernement a continué à offrir plus de 400 classes intégrées pour les enfants présentant des difficultés d'apprentissage, mais l'insertion est restée principalement l'affaire d'organisations caritatives privées et d'organisations de la société civile.

### **Membres de minorités nationales/raciales/ethniques**

La majorité de la population, y compris la famille royale, revendiquait un héritage amazigh. Bon nombre des régions les plus démunies du pays, particulièrement le Moyen-Atlas, étaient majoritairement amazighes et enregistraient des taux d'analphabétisme supérieurs à la moyenne nationale. Dans cette région montagneuse et sous-développée, les services publics de base étaient souvent limités.

Le 2 août, le Parlement a adopté une loi éducative qui encourage l'instruction en langue tifinaghe et dans des langues étrangères dans les écoles. L'article 5 de la Constitution définit l'arabe et le tamazight comme langues officielles de l'État, bien que l'arabe soit resté dominant. Le tamazight est l'un des trois dialectes nationaux amazighes.

Le 3 septembre, le Conseil des ministres a créé une commission chargée du suivi de la mise en œuvre du tifinagh, l'alphabet utilisé en tamazight.

Les groupes culturels amazighs affirmaient qu'ils étaient en train de perdre rapidement leurs traditions et leur langue du fait de l'arabisation. Le gouvernement offrait des cours de langue tamazight dans certaines écoles. Bien que l'Institut royal de la culture amazighe, financé par le palais, ait créé un programme de formation des enseignants au niveau universitaire pour résoudre la pénurie d'enseignants qualifiés, les ONG amazighes ont affirmé que le nombre d'enseignants qualifiés dans les dialectes locaux de la langue amazighe continuait à baisser. Le gouvernement a cependant déclaré que le nombre d'enseignants employés pour enseigner la langue amazighe officielle avait augmenté. L'instruction en amazigh est obligatoire pour les étudiants de l'École de perfectionnement des cadres du ministère de l'Intérieur.

En mars, les autorités à Casablanca ont refusé d'enregistrer la naissance d'une petite fille sous un nom amazigh. L'incident a étayé les allégations de discrimination administrative formulées par les ONG. Deux plaintes ont été déposées par deux familles différentes à la suite de cet incident, et une lettre ouverte a été adressée au chef du gouvernement. Selon le gouvernement, à compter du 18 mars, l'enregistrement du nom amazigh de l'une des deux filles nommées dans les deux affaires était parfaitement légal, mais le gouvernement n'a pas donné suite à la deuxième affaire.

Des supports en amazigh étaient disponibles dans les médias ainsi que dans les établissements d'enseignement mais en moins grande quantité. Les pouvoirs publics ont diffusé des émissions de télévision dans les trois dialectes nationaux amazighes, le tarifit, le tachelhit et le tamazight. Selon les réglementations, les médias publics doivent consacrer 30 % des temps d'émission à la programmation en langue et de la culture amazighes. Cependant, selon les organisations amazighes, seulement 5 % des émissions y étaient consacrés.

### **Actes de violence, criminalisation et autres abus basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre**

La loi criminalise les relations sexuelles consenties entre personnes de même sexe, qui sont passibles d'une peine maximale de trois ans de prison. Selon un rapport du cabinet du Procureur général publié en 2019, le ministère public a poursuivi 122 individus pour relations sexuelles entre personnes de même sexe en 2019. Les médias et le public ont abordé les questions de sexualité, d'orientation sexuelle et d'identité de genre plus ouvertement que les années antérieures. Selon les organisations des droits de l'homme, les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) victimes de violence dans des affaires de haut profil des années précédentes ont continué à être harcelées quand elles étaient reconnues en public.

Le 7 mai, deux journalistes marocains établis en France ont révélé sur les réseaux sociaux qu'un jeune homme gay à Sidi Kacem, une petite ville de la région de Rabat-Salé-Kénitra, avait été arrêté le 10 avril après avoir tenté de porter plainte pour diffamation contre un individu qui avait révélé son homosexualité contre son gré sur Facebook. Le jeune homme est resté en garde à vue pendant 48 heures pour non-respect des mesures de confinement prévues par l'état d'urgence, alors qu'il affirmait détenir une autorisation de quitter son domicile. Le 6 octobre, le tribunal de première instance de Sidi Kacem a condamné le militant et metteur en scène Abdellatif Nhaila à quatre mois de prison avec sursis assortis d'une amende de 1 000 dirhams (10 dollars É.-U.) pour non-respect des mesures de confinement prévues par l'état d'urgence.

En mars et avril, une militante LGBTI transgenre marocaine vivant en Turquie a lancé une campagne encourageant à révéler publiquement l'homosexualité des personnes qui la gardaient secrète au Maroc. Un mandat d'arrêt international a été délivré à son encontre. L'enquête était encore en cours. Selon les médias, cette campagne a donné lieu à de nombreuses affaires de harcèlement, et certaines victimes ont déclaré avoir reçu des menaces de mort.

L'AMDH et d'autres groupes de défense des libertés individuelles ont réagi en publiant une lettre condamnant les actes homophobes et appelant les autorités à arrêter les coupables pour diffamation. Au 20 avril, les groupes LGBTI indiquaient qu'au moins 50 individus avaient été ciblés à la suite de la vidéo de la militante, publiée en direct sur Instagram. Parmi eux, 21 auraient été victimes de violences physiques ou seraient devenus sans-abri. D'autres se seraient suicidés.

Les lois contre la discrimination ne protègent pas les personnes LGBTI et le Code pénal ne punit nullement les crimes de haine. Les personnes LGBTI étaient

stigmatisées, et certaines d'entre elles auraient fait l'objet d'une discrimination ouverte sur la base de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre dans l'accès à l'emploi, au logement et à la santé.

### **Stigmatisation sociale liée au VIH et au sida**

Les personnes atteintes du VIH et du sida se sont heurtées à la discrimination et leurs possibilités de traitement étaient limitées. Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH-sida (ONUSIDA) a signalé que certains professionnels de la santé se montraient réticents à soigner les personnes atteintes du VIH-sida de peur d'être infectés. Selon ONUSIDA, les traitements ont augmenté de 16 % en 2010 à 48 % en 2016 et le *Plan stratégique 2017-2021* engage le pays à réduire les infections dans les populations clés et vulnérables, éliminer la transmission du VIH de la mère à l'enfant, réduire les décès liés au sida, combattre la discrimination et renforcer la gouvernance pour une intervention efficace.

## **Section 7. Droits des travailleurs**

### **a. Liberté d'association et droit à la négociation collective**

La constitution autorise les travailleurs à constituer des syndicats et à y adhérer, à se mettre en grève et à entreprendre des négociations collectives, dans certaines limites.

La loi interdit la discrimination antisyndicale et interdit aux entreprises de licencier des employés au motif de leur participation à des activités syndicales légitimes. Les tribunaux sont habilités à imposer la réintégration des salariés licenciés arbitrairement et ils ont compétence pour faire appliquer des décisions contraignant les employeurs à leur verser des dommages et intérêts ainsi que des arriérés de salaires. Les syndicats se sont plaints que le gouvernement ait parfois eu recours au Code pénal pour poursuivre en justice des ouvriers en grève ou pour supprimer des grèves.

La loi interdit à certaines catégories de fonctionnaires, notamment les membres des forces armées, les agents de police et certains membres du système judiciaire, de constituer des syndicats, d'y adhérer et de faire grève. La loi ne permet pas aux travailleurs migrants d'occuper des postes de direction dans les syndicats.

Dans l'ensemble, le gouvernement a respecté la liberté d'association et le droit à la négociation collective. Les employeurs ont limité la portée des négociations

collectives, en fixant fréquemment les salaires de manière unilatérale pour la majorité des travailleurs syndiqués et non syndiqués. Si la loi autorise l'existence de syndicats indépendants, elle requiert qu'au moins 35 % des salariés y soient associés pour que le syndicat puisse être représenté et participer à des négociations collectives. Des ONG nationales ont signalé que les employeurs avaient recours à des contrats temporaires pour décourager les salariés d'adhérer à des syndicats ou d'en constituer. Les syndicats peuvent légalement négocier avec le gouvernement pour ce qui a trait au travail au niveau national. Au niveau sectoriel, les syndicats ont négocié avec les employeurs du secteur privé au sujet du salaire minimum, des indemnités et d'autres questions. Les conflits du travail étaient fréquents et, dans certains cas, ils se sont déclenchés parce que l'employeur n'appliquait pas les conventions collectives et ne versait pas les salaires.

La loi relative à la grève requiert un arbitrage obligatoire des conflits, interdit les sit-ins et exige le dépôt d'un préavis de grève de 10 jours. Le gouvernement est autorisé à intervenir dans les grèves. Il est interdit de faire grève sur des questions couvertes par une convention collective dans l'année suivant l'entrée en vigueur de ladite convention. Les pouvoirs publics ont compétence pour disperser les grévistes dans les lieux publics où les manifestations sont interdites, ainsi que pour empêcher l'occupation non autorisée d'espaces privés. Les syndicats ne peuvent ni pratiquer des actes de sabotage ni empêcher les travailleurs non-grévistes de travailler.

Le gouvernement n'a pas appliqué de manière adéquate le droit du travail, en particulier les inspections. Selon les inspecteurs, leur rôle en tant que médiateurs des conflits du travail limitait considérablement le temps qu'ils pouvaient consacrer à l'inspection proactive des lieux de travail pour y détecter d'éventuelles violations. Les inspecteurs du travail ne sont pas habilités à imposer des sanctions et à percevoir des amendes ou imposer d'autres peines de manière indépendante. Seule l'action d'un procureur aboutissant à un décret judiciaire peut contraindre un employeur à prendre des mesures de redressement. Les peines prévues en cas de violations étaient considérées comme insuffisantes pour avoir un effet dissuasif. Les procédures d'application étaient soumises à de longs retards et pourvois en appel.

La plupart des fédérations syndicales étaient affiliées à des partis politiques, mais les syndicats n'ont subi dans l'ensemble aucune ingérence des pouvoirs publics.

## **b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire**

La loi interdit toutes les formes de travail forcé ou obligatoire. Elle prévoit des amendes pour la première infraction et jusqu'à trois mois d'emprisonnement en cas de récidive. Ces peines n'étaient pas proportionnelles à celles prévues pour des crimes analogues comme les enlèvements.

La loi relative aux travailleurs domestiques leur fournit de nouvelles protections, dont des limites aux heures de travail et un salaire minimum. Le non-respect de cette loi est passible d'une amende dans un premier temps et, en cas de récidive, d'un à trois mois d'emprisonnement.

Les inspecteurs du travail n'ont pas inspecté les petits ateliers de moins de cinq employés ou les domiciles privés, théâtres d'un grand nombre de ces violations. En effet, la loi requiert un mandat ou la permission du propriétaire pour fouiller un domicile privé. La loi met en place un processus de conciliation que peuvent mener les inspecteurs du travail pour les conflits entre les travailleurs domestiques et leurs employeurs, mais elle ne précise pas de délais pour la résolution de ces conflits. Les inspecteurs du travail ont expliqué que leur capacité à appliquer efficacement la loi était limitée par le manque d'effectifs et de ressources et l'éclatement géographique des sites à inspecter.

Il a été fait état de travail forcé, en particulier parmi les enfants (voir section 7.c.).

Pour plus d'informations, veuillez consulter le *Rapport du département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/trafficking-in-persons-report/>.

### **c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi**

La loi fixe l'âge minimum d'admission à l'emploi et le gouvernement a appliqué la loi. Une loi adoptée en 2016 et entrée en vigueur en 2018 interdit l'emploi des mineurs de moins de 16 ans comme travailleurs domestiques et limite strictement le travail des mineurs de moins de 18 ans. D'après le Haut-commissariat au Plan, qui est l'organe chargé des statistiques officielles du Maroc, l'écrasante majorité des enfants travailleurs étaient employés dans les zones rurales. Les infractions aux lois sur le travail des enfants sont passibles de sanctions pénales, d'amendes civiles ainsi que de la révocation ou de la suspension d'un ou de plusieurs droits civiques, nationaux ou familiaux, avec notamment une interdiction de séjour légal dans le pays pour une durée de cinq à 10 ans. Les sanctions n'étaient pas suffisamment dissuasives. Le ministère du Travail et de l'Insertion professionnelle a continué à mener des inspections contre le travail des enfants dans le secteur formel partout

dans le pays, mais le gouvernement s'est de nouveau dit préoccupé par les violations dans le secteur informel, y compris les crimes potentiels de travail forcé des enfants. Le gouvernement a estimé que de manière générale, l'inspection du travail souffrait d'un manque d'effectifs et de ressources pour lutter contre le travail des enfants, y compris les crimes potentiels de traite des enfants, partout dans le pays. En outre, il n'existait aucun point de contact national pour déposer des plaintes pour travail des enfants ou travail forcé des enfants, et aucun mécanisme pour orienter les enfants découverts lors des inspections vers les services sociaux appropriés.

Le Code du travail ne s'applique pas aux enfants qui travaillent dans le secteur artisanal traditionnel pour des entreprises ayant moins de cinq employés ou à ceux qui travaillent dans des exploitations agricoles privées ou des résidences. Des enfants devenaient apprentis avant l'âge de 12 ans, notamment dans les petits ateliers familiaux du secteur artisanal, dans le bâtiment et les ateliers de mécanique. Des enfants travaillaient également dans des emplois définis comme dangereux par la loi (voir la Section 7.e.). Il s'agissait notamment de la pêche et, dans l'économie informelle, du textile, de l'industrie légère et de l'artisanat traditionnel. Les conditions sanitaires et de sécurité dans lesquelles se trouvaient les enfants ainsi que leurs rémunérations étaient souvent inférieures aux normes.

Le gouvernement a adopté la Loi 51.17, qui lui impose de rendre l'école obligatoire pour les enfants âgés de quatre à 16 ans d'ici à 2025. Cette loi a également permis d'augmenter considérablement le nombre de poursuites liées aux pires formes de travail des enfants, qui est passé de cinq affaires en 2018 à 170 en 2019. La loi proscriit l'emploi des enfants de moins de 16 ans dans des métiers dangereux, mais n'interdit pas toutes les pires formes de travail des enfants. La loi n'interdit pas explicitement le fait d'utiliser, de recruter ou de proposer un enfant pour des activités illicites, en particulier la fabrication et le trafic de drogues. Dans certains cas, les employeurs ont soumis des enfants aux pires formes de travail, notamment à l'exploitation sexuelle commerciale (voir section 6, Enfants), au travail domestique forcé et au travail forcé dans la production artisanale et le bâtiment.

Au Sahara occidental, des enfants se sont livrés aux pires formes du travail des enfants, y compris l'agriculture, le travail domestique forcé et la production artisanale. Les lois qui définissent l'âge minimum d'admission à l'emploi et punissent le recours aux enfants pour des activités illicites ne correspondent pas aux normes internationales, et les programmes du gouvernement contre le travail des enfants étaient insuffisants pour remédier pleinement au problème.

Le gouvernement marocain a continué d'investir dans l'éducation au Sahara occidental par le biais du programme Tayssir d'assistance monétaire et de fournir des services de protection à l'enfance avec la deuxième phase du projet de soutien à l'Initiative nationale pour le développement humain. Les résidents du Sahara occidental ont reçu une assistance plus importante par habitant que les ceux du Maroc internationalement reconnu.

Pour plus d'informations, veuillez consulter les *Conclusions du département du Travail sur les pires formes de travail des enfants*, à l'adresse suivante : <https://www.dol.gov/agencies/ilab/resources/reports/child-labor/findings/>.

#### **d. Discrimination en matière d'emploi et de profession**

Le Code du travail interdit toute discrimination en matière d'emploi et de profession fondée sur la race, la religion, l'origine nationale, la couleur de peau, le sexe, l'ethnie ou le handicap, qu'il soit physique, sensoriel, intellectuel ou mental. La loi n'aborde pas les questions de l'âge ou de la grossesse.

Des cas de discrimination ont été recensés dans tous les domaines où elle est interdite par la loi. Les femmes n'ont pas le droit de travailler dans des métiers potentiellement trop dangereux, trop difficiles pour leurs capacités ou susceptibles de nuire à leur moralité : les carrières, les mines souterraines ou tout travail qui les exposerait à un risque de chute ou de glissade ou les forcerait à travailler accroupies ou en déséquilibre. Les activités impliquant l'amiante ou le benzène, ainsi que toute autre activité qui les exposerait à des substances chimiques dangereuses, sont également interdites.

Les organisations de travailleurs migrants ont indiqué que des migrants, particulièrement ceux originaires d'Afrique subsaharienne, subissaient de la discrimination en matière d'embauche, de salaires et de conditions de travail. Ces travailleurs ont souvent fait état de non-respect de la loi par leur employeur, de salaires impayés, d'horaires excessifs, de restrictions de leur liberté de circulation et de conditions de travail dangereuses et pénibles. Même après l'obtention d'un permis de séjour, leur vulnérabilité était exacerbée par l'impossibilité d'accéder au secteur formel, ce qui les repoussait aux marges de la société. La plupart d'entre eux vivaient dans des chambres surpeuplées situées dans des quartiers délabrés, tandis que d'autres dormaient dans la rue, dans des cimetières et dans la forêt.

#### **e. Conditions de travail acceptables**

Le salaire minimum était supérieur au seuil de pauvreté. La législation prévoit une semaine de travail de 44 à 48 heures et 10 heures par jour au plus, une majoration de salaire pour les heures supplémentaires, des congés annuels et des jours fériés rémunérés, ainsi que des conditions minimales en matière de sécurité et de santé, parmi lesquelles l'encadrement du travail de nuit pour les femmes et les mineurs. La loi interdit un nombre excessif d'heures supplémentaires. En avril 2019, un accord tripartite entre le gouvernement, les employeurs et les syndicats prévoyait une augmentation de 10 % du salaire minimum mensuel en deux paliers de 5 % chacun. La première augmentation est intervenue en 2019, et la deuxième était prévue pour juillet. Dans un communiqué de presse paru le 27 juillet, la Confédération générale des entreprises du Maroc a appelé les entreprises « en difficulté » à reporter l'augmentation des salaires pour préserver l'emploi et éviter les licenciements. Le communiqué faisait valoir que seules les entreprises des secteurs non touchés par la crise de la COVID-19 devraient mettre en œuvre la deuxième augmentation de 5 %.

Révisées et appliquées par le ministère de l'Emploi et de l'Insertion professionnelle, les normes en matière de santé et de sécurité au travail sont rudimentaires, à l'exception de l'interdiction d'embaucher des femmes et des mineurs pour certaines tâches dangereuses. La loi interdit aux mineurs de moins de 18 ans de travailler dans 33 secteurs à risque, notamment les mines, la manipulation de substances dangereuses, le transport d'explosifs et le maniement de machinerie lourde.

De nombreux employeurs n'ont pas respecté les dispositions légales régissant les conditions de travail. Les pouvoirs publics n'ont pas veillé efficacement à l'application des dispositions fondamentales du Code du travail, telles que le paiement du salaire minimum et d'autres prestations de base prévues par la Caisse nationale de sécurité sociale. Les inspecteurs du travail du pays ont expliqué avoir tenté de surveiller les conditions de travail et d'enquêter sur les accidents, mais que le manque de ressources adéquates les a empêchés de faire appliquer efficacement la législation du travail.

Il ne s'est pas produit de graves accidents du travail au cours de l'année. En revanche, les médias ont signalé de nombreux cas d'accidents, parfois mortels, survenus sur des chantiers de construction où les normes et l'équipement de sécurité étaient insuffisants. Dans le secteur formel, les travailleurs bénéficient du droit de se retirer de situations qui présentent un danger pour leur santé ou leur

sécurité sans risquer de perdre leur emploi et les autorités ont veillé efficacement à la protection des salariés se trouvant dans cette situation.